



MIDDLE EAST & NORTH AFRICA
LEARNING HUB



SCALING UP
HARM REDUCTION IN MENA



BESOINS D'APPRENTISSAGE DES COMMUNAUTÉS ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN VUE D'UN ENGAGEMENT RENFORCÉ DANS LES PROCESSUS DU FONDS MONDIAL AU NIVEAU DE LA RÉGION MENA

RAPPORT D'ÉVALUATION

2024



Table des matières

<u>01 ACRONYMES</u>	1
<u>02 REMERCIEMENTS</u>	2
<u>03 RÉSUMÉ EXÉCUTIF</u>	
<u>04 INTRODUCTION</u>	5
<u>05 CONTEXTE</u>	6
<u>06 MÉTHODOLOGIE</u>	12
Objectifs de l'étude	12
Définition du public cible	13
Collecte de données	13
Analyse des données	14
Limites	14
<u>07 CONSTATATIONS</u>	16
Données démographiques des répondants	17
Engagement dans les processus liés au FM	20
Les obstacles à l'engagement communautaire	39
Besoins d'information	41
Besoins d'apprentissage	43
Méthodes d'apprentissage et de communication préférées	45
<u>08 RECOMMANDATIONS</u>	48
<u>09 ANNEXES</u>	51
Annexe 1 : Outil d'enquête en ligne	51
Annexe 2 - Guide des entretiens avec les informateurs clés	63
Annexe 3 - Liste des OSC et des organisations communautaires de la région MENA	66

Acronymes

CBO	ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES
CCM	INSTANCE/MECANISME DE COORDINATION NATIONALE
CD	DIALOGUE AU NIVEAU DU PAYS/DIALOGUE NATIONAL
CRG	COMMUNAUTÉ, DROITS ET GENRE
OSC	ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
FR	DEMANDE DE FINANCEMENT
FM	FONDS MONDIAL
GM	OCTROI DE SUBVENTIONS
M&E	SUIVI ET ÉVALUATION
MENA	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
MOH	MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ONG	ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
PSN	PLAN STRATÉGIQUE NATIONAL
PR	RECIPIENDAIRE PRINCIPAL
SR	SOUS-RECIPIENDAIRE
SSR	SOUS- SOUS- RECIPIENDAIRE
TRP	COMITÉ D'EXAMEN TECHNIQUE
OMS	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



Remerciements et Avant-propos

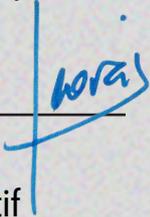
Le Centre d'apprentissage pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA Learning Hub) est fier de présenter cette évaluation des besoins en apprentissage, un effort qui souligne notre engagement à autonomiser les communautés et les organisations de la société civile (OSC) dans leur rôle essentiel au sein des processus du Fonds Mondial (FM). Ce travail, soutenu par l'Initiative Stratégique d'Engagement Communautaire (CE SI) du GC7 du Fonds Mondial, met en lumière les obstacles auxquels les OSC et les communautés de la région MENA sont confrontées et ouvre la voie à un renforcement de leur participation dans la lutte contre le VIH et la tuberculose (TB).

Les sociétés civiles et les communautés sont le pilier central de la réponse à ces défis de santé publique. Leur implication garantit que les voix des personnes les plus affectées soient entendues et que les programmes soient conçus pour répondre aux besoins des populations clés. Cependant, comme le démontre ce rapport, des défis systémiques tels que la représentation limitée, les lacunes en matière de connaissances, les lois restrictives et le manque de ressources continuent de freiner une participation significative. Ces obstacles soulignent l'urgence de doter les OSC et les communautés des outils, des connaissances et des ressources nécessaires pour participer activement à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes du FM.

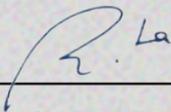
Cette évaluation complète, couvrant 11 pays de la région MENA et s'appuyant sur les points de vue de plus de 100 participants à des enquêtes et informateurs clés, est à la fois un diagnostic et une feuille de route. Elle identifie les domaines critiques pour le renforcement des capacités, l'allocation des ressources, le suivi communautaire, une meilleure représentation et un plaidoyer fondé sur les données. Les recommandations présentées dans ce rapport offrent des étapes concrètes pour créer des approches plus inclusives et centrées sur la communauté dans la lutte contre le VIH et la TB, en alignement avec les efforts mondiaux pour ne laisser personne pour compte.

Nous exprimons notre profonde gratitude à Mme Arabia Osseiran, dont l'expertise, le dévouement et la vision ont été essentiels au développement de ce rapport. Ses recherches et analyses minutieuses ont fourni une ressource inestimable pour faire progresser le rôle des sociétés civiles et des communautés dans les processus du FM dans toute la région. Nous remercions également les individus et organisations qui ont participé à cette évaluation, partageant leurs expériences et leurs idées pour éclairer la voie à suivre.

En tant que MENA Learning Hub, nous réaffirmons notre engagement à favoriser la collaboration, renforcer les capacités et amplifier les voix des communautés. Ensemble, nous pouvons créer une réponse plus équitable et inclusive au VIH et à la TB, en veillant à ce que les populations les plus vulnérables soient au cœur des processus décisionnels. Nous invitons toutes les parties prenantes à s'engager avec les conclusions et recommandations de ce rapport et à se joindre à nous dans notre effort collectif pour renforcer l'engagement communautaire dans la région MENA.



Elie Al Aaraj
Directeur Exécutif
MENA HRA



Rita Wahab
Coordinatrice Régionale
MENA Rosa

Résumé

Exécutif

Cette évaluation des besoins d'apprentissage, menée par le Learning Hub du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord avec le soutien de l'Initiative stratégique d'engagement communautaire du Fonds mondial GC7 (CE SI), explore les défis et les lacunes auxquels sont confrontées les communautés et les organisations de la société civile (OSC) dans leur engagement dans les processus du Fonds mondial (FM). L'évaluation identifie les besoins d'apprentissage et l'appui nécessaires au renforcement de la participation de ces groupes aux activités liées au Fonds mondial, en particulier dans le contexte du VIH et de la tuberculose dans la région MENA.

Les sociétés civiles et les communautés jouent un rôle primordial dans les processus du Fonds mondial ; elles veillent en effet à ce que les communautés les plus touchées par le VIH et la tuberculose soient représentées et que les interventions répondent à leurs besoins. Cependant, elles se heurtent à plusieurs obstacles tels que la représentation limitée au sein des plateformes de prise de décision, les lacunes au niveau des connaissances relatives aux processus du Fonds mondial, les lois nationales restrictives, les contraintes liées aux ressources et l'absence d'une coordination suffisante entre les sociétés civiles et les communautés. Ces facteurs entravent leur capacité à s'engager de manière significative dans les processus du Fonds mondial et à influencer les politiques et les programmes affectant directement leurs communautés.

Dans le but de répondre à ces problèmes, l'évaluation a recueilli des données de plusieurs analyses documentaires, onze entretiens avec des informateurs clés et une enquête en ligne ciblant les sociétés civiles et les communautés travaillant avec les personnes vivant avec le VIH (PVVIH), les personnes touchées par la tuberculose et les populations clés, y compris les travailleuses du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) et les personnes qui consomment ou s'injectent des drogues (PWID/PWUD), entre autres. L'étude s'est penchée sur 11 pays de la région MENA et a inclut 100 réponses à l'enquête.

Les principales conclusions de l'évaluation soulignent l'importance de ce qui suit:

- **Le renforcement des capacités:** Les organisations de la société civile et les communautés ont besoin de formation continue afin d'approfondir leur compréhension des processus du Fonds mondial et renforcer à la fois leurs compétences techniques, telles que la production et l'utilisation de données pour le plaidoyer/l'utilisation de la technologie pour atteindre les communautés difficiles à atteindre, et leurs capacités de gestion, y compris la planification stratégique et le suivi et l'évaluation.

- 
- **L'Allocation des ressources** : Il est nécessaire de prévoir un financement spécifique pour l'engagement communautaire et les coûts de gestion des OSC et des organisations communautaires, afin d'assurer la capacité des organisations à participer efficacement aux programmes du Fonds mondial.
 - **Le suivi par la communauté** : Il est essentiel de donner aux communautés les moyens de suivre activement les interventions en matière de VIH/TB, en particulier celles qui sont financées par le Fonds mondial, afin de garantir la responsabilisation et la réactivité.
 - **Une meilleure représentation des populations clés et vulnérables dans la prise de décision et la gouvernance** : Des processus de sélection transparents des représentants du mécanisme de coordination nationale (CCM) ainsi qu'une participation plus significative des ministères de la santé publique permettront d'aligner les programmes du Fonds mondial aux priorités nationales en matière de santé et d'assurer une prise de décision plus inclusive.
 - **L'amélioration de la collecte de données et des systèmes numériques est essentielle à l'efficacité des rapports et du suivi des interventions**: ces rapports à leur tour permettraient aux organisations de la société civile et aux communautés de disposer de données précises et fiables pour mener des actions de plaidoyer efficaces.

Les recommandations définissent les grandes lignes d'une stratégie globale visant à renforcer l'engagement de la société civile et des communautés dans les processus du Fonds mondial. Les actions clés comprennent l'augmentation de l'appui direct aux organisations communautaires, l'investissement dans le renforcement des capacités pour s'engager efficacement dans toutes les étapes du cycle de subvention du FM, la planification des programmes et les compétences de mise en œuvre, l'élimination des obstacles juridiques et politiques et la promotion d'approches de suivi et d'évaluation basées sur les données. La mise en œuvre de ces changements permettra au Fonds mondial d'adopter des approches plus inclusives et communautaires pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, en veillant à ce que les populations clés, vulnérables et marginalisées jouent un rôle central dans les processus de prise de décision.

Introduction

Cette évaluation des besoins d'apprentissage a été réalisée par le MENA Learning Hub avec le soutien de l'Initiative stratégique d'engagement communautaire (ISC) du Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GC7). Des évaluations similaires ont été menées par d'autres centres d'apprentissage régionaux, notamment en Afrique anglophone, en Asie-Pacifique, en Europe de l'Est et en Asie centrale, en Afrique francophone, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'objectif principal de ces évaluations était d'identifier les besoins et les lacunes en matière d'apprentissage au sein des communautés et de la société civile vivant avec, affectées par ou vulnérables au VIH, la tuberculose et le paludisme, pour un engagement efficace dans les processus nationaux du Fonds mondial. Comblers ces lacunes contribuera à faciliter un engagement plus fort et plus efficace des communautés et de la société civile dans les processus du Fonds mondial et les initiatives connexes.



Contexte

Le Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FM) est une organisation internationale de financement de la santé fondée en 2002 dans le but de lutter contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Le FM œuvre avec les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les agences techniques et les communautés touchées pour la mobilisation de ressources et l'appui des programmes dirigés par les pays et privilégiant l'appropriation locale et la durabilité. Outre la lutte contre ces épidémies, le Fonds mondial se focalise sur la consolidation des systèmes de santé, la promotion de l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme, en veillant tout particulièrement à garantir un accès équitable aux soins de santé pour les populations clés et vulnérables. Grâce à ses efforts, le Fonds mondial a joué un rôle important sauvant des millions de vies et renforçant la sécurité sanitaire mondiale.

Reconnaissant le rôle essentiel des organisations de la société civile (OSC) et des communautés dans les processus de gouvernance et de mise en œuvre au niveau national, le Fonds mondial a mis en place des plateformes pour leur engagement à chaque étape, du dialogue au sein du pays à la supervision des subventions. L'un des principaux mécanismes facilitant la participation communautaire est le mécanisme de coordination nationale (CCM), qui garantit l'implication de la société civile et des communautés dans les processus de prise de décision. Selon le Fonds mondial, "ce sont les communautés elles-mêmes qui sont les mieux placées pour guider et souvent diriger la mise en œuvre de programmes adaptés à leurs besoins".¹

¹Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH (GNP+). A Guide to meaningful community engagement in Global Fund GC7 Processes (Guide pour un engagement communautaire significatif dans les processus du Fonds mondial GC7). Consulté sur chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/<https://gnpplus.net/wp-content/uploads/02/2023/A-Guide-to-meaninFMul-community-engagement-in-GC7.pdf>

En dépit de ce constat, des problèmes tels que les déséquilibres de pouvoir, les limites de capacité et les complexités procédurales continuent d'entraver l'engagement significatif des communautés dans les réponses nationales aux trois maladies.

L'analyse documentaire qui suit examine les différentes dimensions de l'engagement communautaire dans les processus liés au FM à l'échelle mondiale, avec un accent particulier sur la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Elle explore les défis, les meilleures pratiques et les stratégies identifiées dans la littérature existante dans le but de renforcer l'engagement des communautés dans les activités du FM.



Un aperçu de l'engagement communautaire

La société civile et les communautés les plus touchées par le VIH, la tuberculose et le paludisme sont le pivot des processus du FM, veillant à ce que les voix des populations les plus touchées soient entendues et à ce que les interventions répondent à leurs besoins. La société civile et les organisations communautaires jouent un rôle primordial dans le plaidoyer, l'élaboration de politiques, la mise en œuvre des programmes ainsi que dans le suivi et l'évaluation. Leur engagement est essentiel pour représenter les populations marginalisées et garantir des réponses sanitaires inclusives.²

Cependant, la société civile et les communautés sont confrontées à plusieurs défis entravant leur engagement de manière significative. Les déséquilibres de pouvoir au sein des CCM placent souvent les représentants de la société civile et des communautés dans une position désavantageuse par rapport au gouvernement et aux partenaires techniques, ce qui limite leur influence dans les processus de prise de décision.³

Les contraintes de capacité, en particulier parmi les petits réseaux ou organisations dirigés par des populations clés, constituent un autre obstacle important. Nombre de ces organisations ne disposent pas de l'expertise technique, des ressources financières et des capacités administratives nécessaires pour satisfaire aux procédures complexes du FM.⁴

En outre, la nature bureaucratique et complexe des procédures du Fonds mondial peut constituer un obstacle à la participation de la société civile et des communautés. Les rigoureuses exigences régissant les demandes de subventions et l'élaboration de rapports peuvent être très pesantes pour les petites organisations, qui n'ont pas toujours la capacité administrative de se conformer à ces exigences.⁵

Pour relever ces défis, les initiatives de renforcement des capacités, telles que le programme d'assistance technique de l'initiative stratégique d'engagement communautaire du FM, se sont avérées déterminantes. Ce programme offre aux communautés et à la société civile la formation et l'appui nécessaires pour un engagement efficace dans les processus du FM.

Les CCM inclusives et transparentes favorisent également une participation significative. Renforcer la représentation des populations clés et vulnérables et veiller à ce que leur voix soit entendue dans les processus décisionnels peut améliorer l'efficacité globale des interventions du Fonds mondial.⁶

²Fonds mondial. (2019). Société civile et communautés : Le moteur des processus du Fonds mondial. Fonds mondial. Consulté sur <https://www.thehealthfund.org>

³ONUSIDA. (2016). Participation de la société civile à au mécanisme de coordination nationale (CCM) du Fonds mondial : examen des meilleures pratiques. ONUSIDA. Extrait de <https://www.unaids.org>

⁴Amaya, A. B., King, E. J. et Srikantiah, V. (2020). Civil Society Engagement in Global Health Governance : Lessons from the Global Fund. *Global Health Governance*, 36-17, (2)14.

⁵Duvvury, N., Raghavendra, S., Ashe, S. et Murthy, R. K. (2019). Défis en matière de capacités dans les organisations de la société civile : Une étude de cas des programmes de lutte contre le VIH/sida en Inde. *Health Policy and Planning*, 582-573, (8)34.

⁶ONUSIDA. (2016). Participation de la société civile au mécanisme de coordination nationale (CCM) du Fonds mondial : examen des meilleures pratiques. ONUSIDA. Extrait de <https://www.unaids.org>

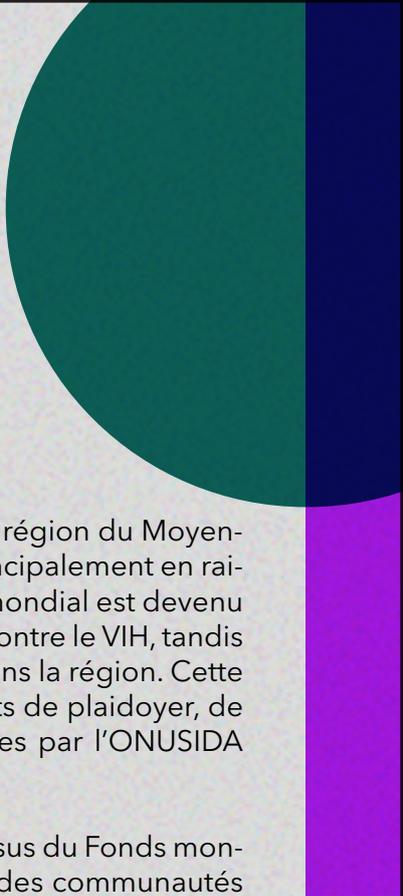
L'engagement communautaire dans la région MENA

La région MENA est confrontée à des défis uniques en matière de santé publique, notamment dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Les communautés de cette région, y compris les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et les populations clés telles que les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), les travailleuses du sexe (TSF), les femmes transgenres et les personnes qui consomment ou s'injectent des drogues (PWUD/PWID) sont clés pour l'élaboration d'interventions adaptées aux contextes épidémiologiques et sociopolitiques spécifiques de la région. ⁷

Le Fonds mondial continue de jouer un rôle indispensable par le biais de subventions multilatérales, telles que l'initiative MC MENA, qui soutient des pays comme l'Égypte, le Liban, la Tunisie, le Maroc et la Jordanie. Cette initiative met l'accent sur les interventions communautaires, la réduction des risques et le plaidoyer pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination. Certes, des succès ont été enregistrés au niveau local, comme un meilleur accès aux services de dépistage et de réduction des risques, toutefois, le progrès au niveau global demeure inégal. La région MENA est toujours en retard au niveau des indicateurs clés, tels que la suppression virale et l'utilisation des traitements, et de nombreux pays sont loin d'atteindre les objectifs de 95-95-95 recommandés par l'ONUSIDA. ⁸

⁷ Fonds mondial. (2021). Rapport annuel du programme d'assistance technique sur les communautés, les droits et le genre. Fonds mondial. Extrait de <https://www.theworldfund.org>

⁸Fonds mondial (2021). Directives pour l'évaluation et la planification de la viabilité et de la transition dans le cadre des ripostes nationales au VIH et à la tuberculose.



La durabilité des programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) est confrontée à des défis majeurs, principalement en raison d'une moindre présence de bailleurs de fonds internationaux. Le Fonds mondial est devenu le principal bailleur de fonds à grande échelle pour les programmes de lutte contre le VIH, tandis que d'autres acteurs majeurs, tels que l'ONUSIDA, ont réduit leurs activités dans la région. Cette diminution du soutien exacerbe les déficits de ressources et affaiblit les efforts de plaidoyer, de coordination, d'engagement politique et les activités précédemment menées par l'ONUSIDA pour assurer la cohérence régionale des ripostes sanitaires.⁹

L'un des principaux canaux d'engagement des communautés dans les processus du Fonds mondial est la participation aux CCM, où les représentants de la société civile et des communautés contribuent aux processus de prise de décision pour s'assurer que leurs besoins sont pris en compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des subventions du Fonds mondial.¹⁰ Cependant, seuls quelques pays de la région MENA disposent de CCM.

En outre, la région présente plusieurs obstacles à un engagement efficace, notamment des restrictions juridiques, la stigmatisation et la discrimination à l'encontre des populations clés. Ces facteurs limitent considérablement la capacité des communautés à participer ouvertement et de manière significative aux processus du FM.¹¹

Les contraintes au niveau des capacités constituent un autre défi majeur dans la région MENA. De nombreuses OSC, organisations communautaires (CBO) et organisations dirigées par les communautés (CLO) ne disposent pas de l'expertise technique et des ressources nécessaires pour s'engager durablement avec le FM. De plus, la région MENA reçoit relativement moins de soutien du FM que d'autres régions, ce qui limite les possibilités de renforcement des capacités et d'assistance technique.¹²

Dans les zones touchées par des conflits comme le Yémen, la Syrie, l'Irak, le Liban et la Libye, les problèmes de sécurité compliquent encore l'engagement communautaire. L'instabilité permanente perturbe la prestation des services de santé et entrave la capacité des communautés à participer aux processus du Fonds mondial.¹³

⁹ Burki, Talha. (2023). Le départ de l'ONUSIDA laisse un vide dans le leadership de la région MENA. The Lancet HIV, Volume 10, Issue 10, e637. Retrieved from: <https://www.thelancet.com/action/showCitFormats?doi=10.1016%2ES2352-3018%2823%2900234-5&pii=S2352-3018%2823%2900234-5>

¹⁰ ONUSIDA. (2020). Le rôle des communautés dans la riposte de la région MENA au VIH : Défis et meilleures pratiques. ONUSIDA. Extrait de <https://www.unaids.org>

¹¹ Alkan, C. et Timothy, A. (2019). Défis et opportunités pour l'engagement de la société civile dans les processus du Fonds mondial dans la région MENA. Journal of Global Health, 9(1), 32-41.

¹² Fonds mondial. (2020). Directives sur l'éligibilité et l'évaluation des performances des mécanismes de coordination nationale. Fonds mondial. Extrait de <https://www.theglobalfund.org>

¹³ Donnelly, J. P., Gage, A. et Harb, W. (2019). Conflit et santé : L'impact de l'insécurité sur la prestation des services de santé et l'engagement communautaire dans la région MENA. Global Public Health, 14(5), 630-645.

Bonnes pratiques et recommandations pour améliorer l'engagement

Plusieurs bonnes pratiques ont été identifiées pour renforcer l'engagement des communautés dans les processus du FM, tant au niveau mondial que dans la région MENA. Le renforcement des capacités reste une stratégie essentielle, car elle permet aux communautés d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour une participation efficace. Le programme d'appui technique de l'initiative stratégique d'engagement communautaire du FM a apporté un soutien ciblé à la société civile et aux communautés de la région MENA, renforçant ainsi leurs capacités de plaidoyer.¹⁴

La création de partenariats entre la société civile et les organisations communautaires et d'autres parties prenantes, notamment les gouvernements, les organisations internationales et les bailleurs de fonds, est une autre stratégie efficace. Ces partenariats amplifient la voix des communautés et renforcent leur influence dans les processus de prise de décision.¹⁵

En outre, la promotion de processus de sélection transparents et inclusifs pour les membres des CCM, ainsi que les efforts visant à réduire la stigmatisation et la discrimination, peuvent renforcer la participation des communautés.¹⁶

Enfin, il est essentiel d'adapter les processus du FM aux contextes sociopolitiques spécifiques de la région MENA. Des approches flexibles qui tiennent compte des défis culturels, juridiques et sécuritaires peuvent promouvoir une participation communautaire plus significative en dépit de ces obstacles.¹⁷

Une évaluation des besoins d'apprentissage de la société civile et des communautés de la région MENA est essentielle pour comprendre leurs besoins et lacunes en matière d'apprentissage afin de renforcer leur engagement dans le FM et les processus similaires. En identifiant les lacunes en matière de capacités, en comprenant les obstacles sociopolitiques actuels et en identifiant les stratégies d'adaptation à l'instabilité régionale, cette évaluation peut fournir des informations permettant d'orienter les initiatives d'apprentissage et de renforcement des capacités ciblées par l'intermédiaire du centre d'apprentissage de la région MENA. Le renforcement de la participation de la société civile et des communautés pavera la voix a des ripostes plus efficaces et inclusives au VIH, à la tuberculose et au paludisme dans la région, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de santé.

¹⁴ Fonds mondial. (2021). Rapport annuel du programme d'assistance technique sur les communautés, les droits et le genre. Fonds mondial. Extrait de <https://www.theglobalfund.org>

¹⁵ ONUSIDA. (2020). Le rôle des communautés dans la réponse de la région MENA au VIH : Défis et meilleures pratiques. ONUSIDA. Extrait de <https://www.unaids.org>

¹⁶ Alkan, C. et Timothy, A. (2019). Défis et opportunités pour l'engagement de la société civile dans les processus du Fonds mondial dans la région MENA. *Journal of Global Health*, 9(1), 32-41.

¹⁷ Donnelly, J. P., Gage, A. et Harb, W. (2019). Conflit et santé : L'impact de l'insécurité sur la prestation des services de santé et l'engagement communautaire dans la région MENA. *Global Public Health*, 14(5), 630-645.

Méthodologie

Objectifs de l'étude

L'évaluation visait à explorer les questions clés suivantes concernant l'engagement de la société civile et des communautés, ainsi que de leurs organisations, dans les processus du FM dans la région MENA:

1. Dans quelle mesure et de quelle manière la société civile et les communautés sont-elles engagées dans les processus du FM?
2. Quels sont les défis et les lacunes qui entravent leur engagement auprès du Fonds mondial?
3. Quel type de soutien ou d'information est nécessaire pour améliorer leur participation aux processus du FM?
4. Quels sont les besoins d'apprentissage pouvant renforcer leur engagement dans ces processus?
5. Quelles sont les méthodes d'apprentissage et de communication préférées des communautés?
6. Quelles actions stratégiques le Fonds mondial peut-il entreprendre pour renforcer l'engagement de la communauté dans ses processus de financement?

Définition du public cible

Dans le cadre de cette étude, le terme «OSC et communautés» désigne le public cible, notamment les organisations de la société civile (OSC), les organisations communautaires (OC) et les représentants des communautés, tels que les personnes vivant avec la maladie, les populations clés et les membres de la société civile siégeant au sein du mécanisme de coordination nationale (CCM). Ces parties prenantes sont distinctes du gouvernement, du secteur privé, des donateurs ou des organisations non gouvernementales (ONG) internationales.



Collecte de données

L'évaluation ciblait les communautés vivant avec ou les plus affectées par le VIH et la tuberculose, en particulier les personnes vivant avec le VIH (PWVIH), les femmes vivant avec le VIH (FVVIH), les personnes qui utilisent ou injectent des drogues (PWUD/PWID), les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes (HSH), les personnes transgenres, les travailleuses du sexe et les survivants de la tuberculose dans les pays éligibles au financement du Fonds mondial dans la région MENA, notamment l'Algérie, Djibouti, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, l'Iraq, le Liban, la Libye, la Palestine, la Syrie, la Tunisie et le Yémen.¹⁸

Pour répondre aux questions d'évaluation, trois approches méthodologiques ont été utilisées:

- **Analyse documentaire:** Des documents publiés et non publiés provenant d'organisations de la société civile, de gouvernements, de fondations, des Nations Unies et du FM ont été examinés. L'analyse documentaire a été réalisée sur Google search afin de recueillir des informations sur l'engagement communautaire dans les processus du Fonds mondial à l'échelle mondiale, avec un accent particulier sur la région MENA. L'étude visait également à comprendre les normes et les exigences du Fonds mondial en matière d'engagement communautaire.
- **Entretiens avec des informateurs clés (EIC):** Onze entretiens approfondis ont été menés via Zoom avec des acteurs clés, notamment des membres du mécanisme de coordination nationale (CCM), des populations clés, des bénéficiaires principaux, des sous-bénéficiaires et des sous-sous-bénéficiaires d'Algérie, de Jordanie, du Liban, du Maroc, de la Tunisie et du Yémen. D'autres pays ont été ciblés, mais certains n'ont pas répondu aux demandes d'entretien. Les entretiens se sont concentrés sur la compréhension des contextes nationaux, les besoins d'apprentissage des OSC/OBC, les défis qui entravent l'engagement et les solutions potentielles pour améliorer l'engagement des communautés dans les processus du FM.

¹⁸Des pays tels que l'Érythrée, la Somalie, le Sud-Soudan et le Soudan entrent dans la définition de la région MENA du FM, mais ont été couverts par l'évaluation des besoins d'apprentissage de l'Afrique anglophone. L'Irak, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Palestine, la République arabe syrienne et le Yémen sont couverts par la subvention multi-pays pour le Moyen-Orient au cours de l'AG7.

• **Enquête en ligne :** Une enquête a été développée à l'aide de QuestionPro, traduite en anglais, en français et en arabe, et testée pour en assurer la clarté et la cohérence. L'outil de collecte de données a été développé en collaboration avec l'équipe CE SI et le centre d'apprentissage régional MENA et a été adapté à partir d'outils similaires développés par les centres d'apprentissage du FM pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LAC), l'Europe de l'Est et l'Asie centrale (EECA), et l'Afrique anglophone. L'enquête comprenait 42 questions, pour la plupart fermées, et une seule question ouverte. L'enquête a été distribuée aux publics cibles à travers différents canaux, y compris les courriels et les médias sociaux, accompagnée d'une lettre d'introduction expliquant son objectif. La diffusion a été coordonnée par l'équipe CE SI et le centre d'apprentissage MENA, ciblant les représentants des communautés au sein des CCM, les PR et les partenaires (SR, SSR, OBC et OSC) dans 12 pays. La collecte des données s'est déroulée du 1er au 25 août 2024, et 100 réponses ont été reçues de 11 pays. Parmi elles, 57 participants ont répondu à l'enquête, soit un taux de réponse de 57%.



Analyse des données

L'analyse descriptive des données de l'enquête en ligne, réalisée à l'aide de QuestionPro, a permis d'obtenir une vue d'ensemble des données démographiques des répondants et des principales mesures d'engagement. Les données, principalement quantitatives, ont été analysées pour identifier les modèles et les tendances dans le niveau d'implication de la société civile et de la communauté dans les processus du FM à travers la région MENA. Les réponses ont été catégorisées et résumées selon les fréquences de distribution pourcentages pour chacune des 42 questions, qui étaient pour la plupart des questions fermées. Cela a permis de comprendre clairement comment les communautés de la société civile perçoivent leur engagement, les défis auxquels elles sont confrontées, leurs besoins d'apprentissage et leurs méthodes préférées d'apprentissage et de communication. L'analyse a également mis en évidence les obstacles communs à la participation aux processus du FM et identifié les domaines spécifiques où un appui supplémentaire est nécessaire. L'unique question ouverte a été analysée à l'aide d'un codage thématique de base afin d'identifier les thèmes et idées récurrents, fournissant ainsi un contexte qualitatif aux données quantitatives.

Pour ce qui est des données qualitatives compilées lors des entretiens, toutes les discussions ont été enregistrées avec le consentement des participants et transcrites à l'aide de l'outil de transcription en ligne Maestra. Les transcriptions ont ensuite été importées dans Delve, un logiciel d'analyse qualitative, afin de procéder à une analyse thématique.

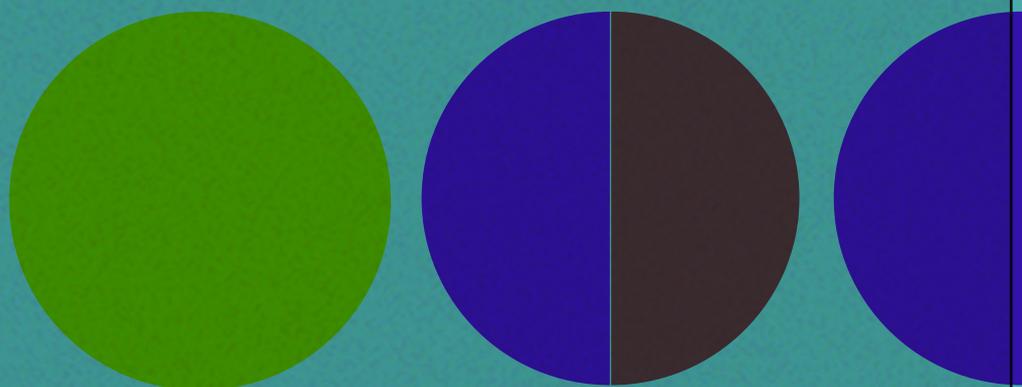


Limites

Cette évaluation s'est heurtée à plusieurs contraintes. Tout d'abord, le temps a constitué un défi important, avec moins d'une semaine entre la signature du contrat et l'élaboration de l'outil d'enquête. Idéalement les entretiens avec des informateurs clés auraient dû être menés pour éclairer la conception de l'outil, mais le calendrier serré n'a pas permis de le faire.

En outre, la collecte des données a eu lieu en août 2024, ce qui coïncidait avec les vacances d'été de nombreuses parties prenantes ciblées par l'évaluation. Par conséquent, le taux de réponse du public cible a été faible et de nombreuses réponses ont été retardées jusqu'au retour des parties prenantes de leurs vacances.

En outre, les conflits en cours dans la région ont eu un impact significatif sur la participation à l'enquête. Certains répondants ont trouvé des difficultés à répondre à l'enquête en raison d'une connaissance limitée des processus du Fonds mondial (FM) et de la terminologie utilisée dans les questions. Cette préoccupation a été soulevée par plusieurs personnes qui ont indiqué que, bien qu'elles soient impliquées dans les processus du Fonds mondial, elles ne se sentaient pas sûres de leur rôle ou de leur compréhension des processus spécifiques explorés dans l'enquête.



Constatations

Cette section présente les principaux résultats de l'évaluation, sur la base des données recueillies dans le cadre de l'enquête en ligne et des onze entretiens d'informateurs clés menés dans cinq pays de la région MENA. Ces entretiens ont permis d'approfondir les résultats de l'enquête et de les valider. La première partie de cette section donne un aperçu des données démographiques des répondants, suivi d'une analyse détaillée des réponses aux questions principales énoncées dans les objectifs de l'évaluation.

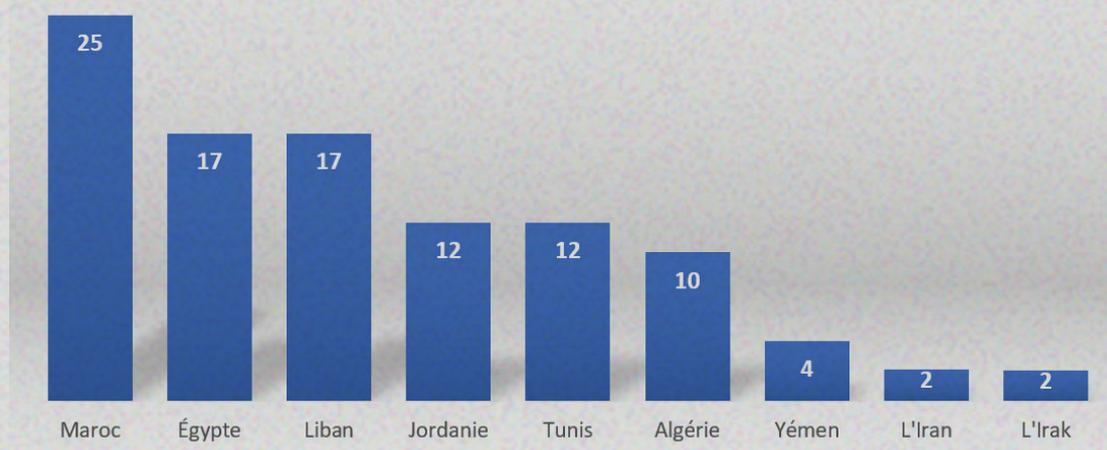


Données démographiques des répondants

Au total, 100 personnes ont répondu à l'enquête, mais le taux d'achèvement n'a été que de 57%, ce qui a entraîné l'exclusion de 43 réponses incomplètes. Malgré les inlassables efforts du centre d'apprentissage de la région MENA pour stimuler la participation, le taux de réponse global demeura faible. Le taux de réponse le plus élevé a été enregistré au Maroc (25%), tandis que l'Irak et le Yémen ont enregistré les taux les plus bas (2% chacun). Au total, les répondants représentaient 9 pays de la région MENA, dont l'Algérie, le Maroc, l'Égypte, le Liban, la Jordanie, la Tunisie, le Yémen, l'Iran et l'Irak (graphique 1).

GRAPHIQUE 1

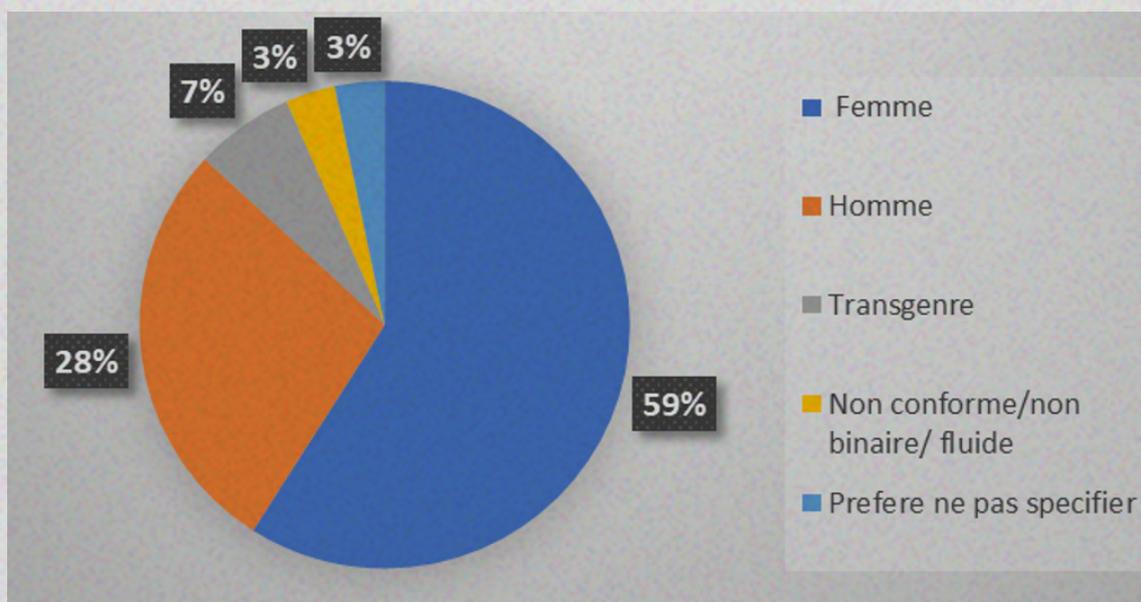
Répartition des répondants par pays (n=56)



La majorité des personnes interrogées étaient des femmes (59%), suivies par les hommes (28%), avec très peu de réponses de personnes transgenres ou issues de la diversité des genres (graphique 2).

GRAPHIQUE 2

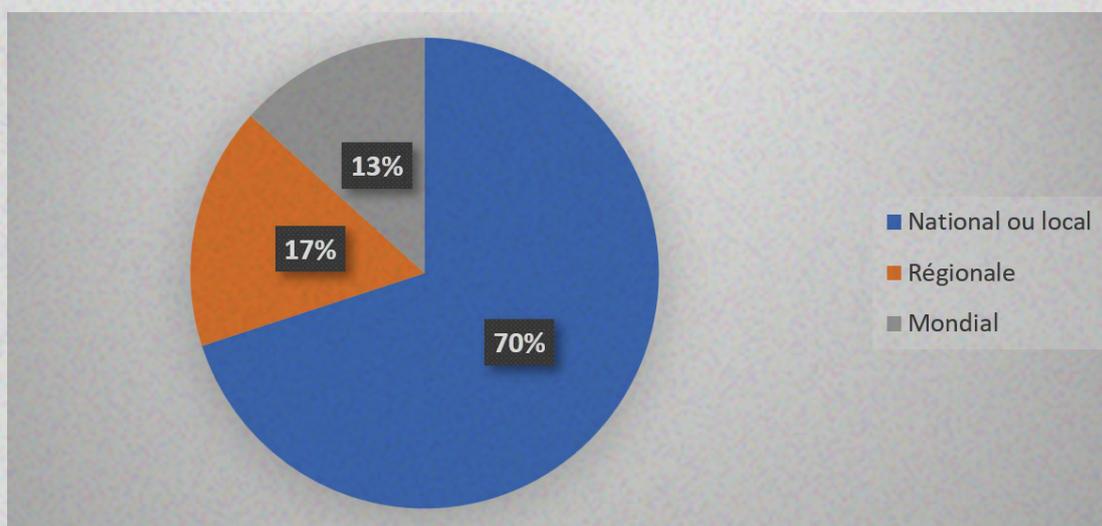
Répartition en pourcentage des répondants selon le genre



La majorité des répondants travaillaient pour des organisations nationales ou locales (70%), tandis que 17% appartenaient à des organisations régionales et 13% à des organisations mondiales (graphique 3).

GRAPHIQUE 3

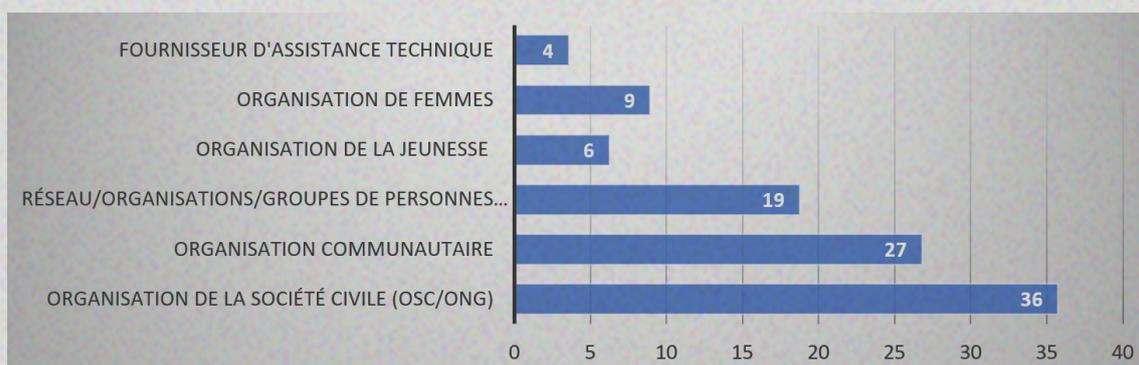
Répartition des répondants en fonction du champ d'action de leur organisation (en %)



En ce qui concerne la nature des organisations des personnes interrogées, la majorité d'entre elles étaient affiliées à des OSC (36%), suivies par des organisations communautaires (27%) et des réseaux de personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose ou qui en sont le plus affectées (19%) (graphique 4).

GRAPHIQUE 4

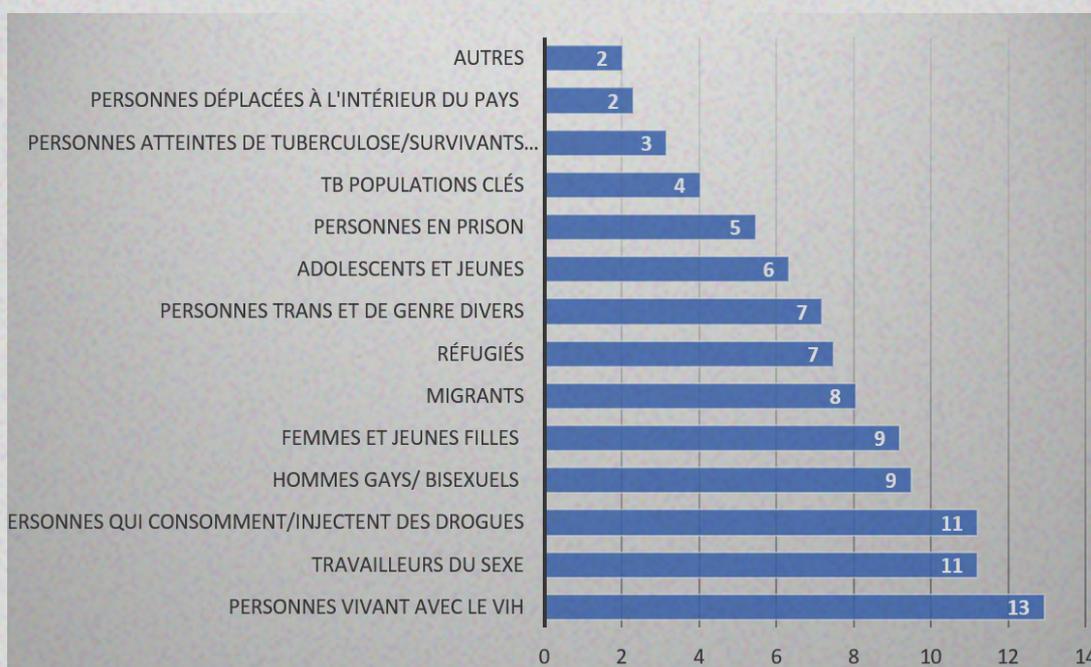
Type d'organisation



Pour répondre aux questions concernant les populations qu'ils servent, les répondants ont eu la possibilité de sélectionner les principaux groupes avec lesquels ils travaillent. Les résultats ont révélé une répartition relativement équilibrée des répondants entre les différentes populations clés et vulnérables étudiées. Les données indiquent qu'une plus grande proportion d'OSC et de communautés travaillent avec les PVVIH (13%) qu'avec les personnes atteintes de tuberculose (3%).

GRAPHIQUE 5

Répartition des répondants selon le type de population avec laquelle ils travaillent ou qu'ils servent



Engagement dans les processus liés au Fonds mondial

Afin d'évaluer le niveau actuel d'engagement dans les processus du Fonds mondial, les répondants ont été invités à indiquer leur participation à ces processus et à préciser leur capacité d'engagement. La majorité des répondants ont indiqué qu'ils étaient engagés en tant que sous-récepteurs (SR) (20%), récepteurs principaux (PR) (13%), sous-sous-récepteurs (SSR) (12%), ou en tant que défenseurs et activistes (18%), et seulement 10% des répondants ont indiqué qu'ils étaient membres de CCM. Seuls 7% ont indiqué qu'ils n'étaient pas impliqués dans les processus du Fonds mondial (graphique 6).

Principale conclusion : Une proportion significative des personnes interrogées a participé activement aux étapes clés du cycle de financement du Fonds mondial (FM), notamment le plan stratégique national (PSN), le dialogue national (DC), la participation aux réunions du mécanisme de coordination nationale (CCM) et la mise en œuvre des subventions, ce qui démontre l'ampleur de leur implication dans les processus du FM. Toutefois, leur participation limitée en tant que membres du mécanisme de coordination nationale peut être attribuée à l'absence de telles structures dans de nombreux pays de la région MENA.

“Les OSC/OBC de Tunisie sont impliquées dans les processus du Fonds mondial principalement par l'intermédiaire du CCM. Cependant, leur participation pourrait être améliorée. Bien que nous participions aux dialogues nationaux et que le CCM soit à l'écoute de nos préoccupations, nos besoins ne sont pas entièrement satisfaits en raison du financement limité et des défis juridiques, en particulier les lois relatives aux populations clés et les lois relatives aux OCB à Tunisie.”

“Les populations clés ne sont pas représentées de manière adéquate au sein du CCM en raison de la résistance et du refus du gouvernement algérien. Entretien avec informateur clé Algérie.”

En guise de suivi à la question sur leur implication dans les processus du FM, les répondants ont été invités à décrire leur participation. 15% ont indiqué avoir participé à l'élaboration du plan stratégique national (PSN), à des réunions et ateliers liés au Fonds mondial au niveau national, régional ou mondial (13%), au dialogue avec les pays et à l'élaboration des demandes de financement (11%), aux réunions des CCM (11%) et à la mise en œuvre des subventions (10%). En revanche, la participation aux rencontres de revue organisées par les PR/SR, aux réunions de supervision, à l'assistance technique et à l'engagement dans les processus de planification stratégique du FM était plus faible (voir graphique 7). Seuls 4% des répondants ne participaient à aucun processus du Fonds mondial au moment de l'enquête.

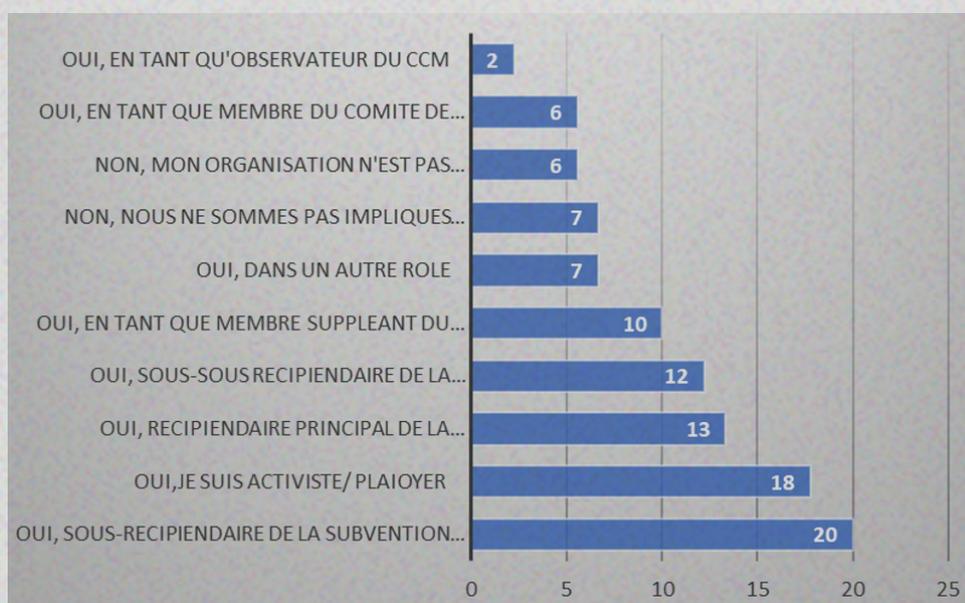
Principale conclusion: Si certaines personnes interrogées participent activement à des processus fondamentaux tels que l'élaboration de stratégies, les réunions et les demandes de financement, la participation à la supervision, à l'assistance technique et à la planification stratégique est nettement plus faible. Cela pourrait mettre en évidence les problèmes d'accessibilité ou de capacité des acteurs de la société civile et des communautés à s'engager dans des processus plus complexes. Cela peut également indiquer qu'il est nécessaire de renforcer les efforts d'inclusion pour les personnes moins représentées dans les rôles de gouvernance et de contrôle des subventions.

“En 2024, les sociétés civiles et les communautés ont été confrontées à d'importantes difficultés entravant leur accès aux subventions du Fonds mondial. Le processus de demande, en Anglais, a constitué un obstacle, en particulier pour les petites organisations communautaires dont les ressources et les compétences linguistiques sont limitées. Les associations (organisations) plus importantes et bien établies ont pu obtenir un financement avec un soutien externe, mais de nombreuses petites organisations communautaires ont été exclues du processus, ce qui a entraîné des difficultés financières et la suspension des opérations pour certaines.” Entretien avec informateur clé Tunisie.

“Nous sommes actifs sur le terrain, travaillant à la fois dans le domaine du plaidoyer et de la prestation de services aux personnes vivant avec le VIH. Cependant, nous manquons de temps, d'opportunités et de ressources pour nous immerger totalement dans la compréhension des processus du Fonds mondial. Nous avons besoin de soutien pour nous engager plus efficacement dans le cycle de subvention du Fonds mondial. Entretien avec informateur clé Jordanie

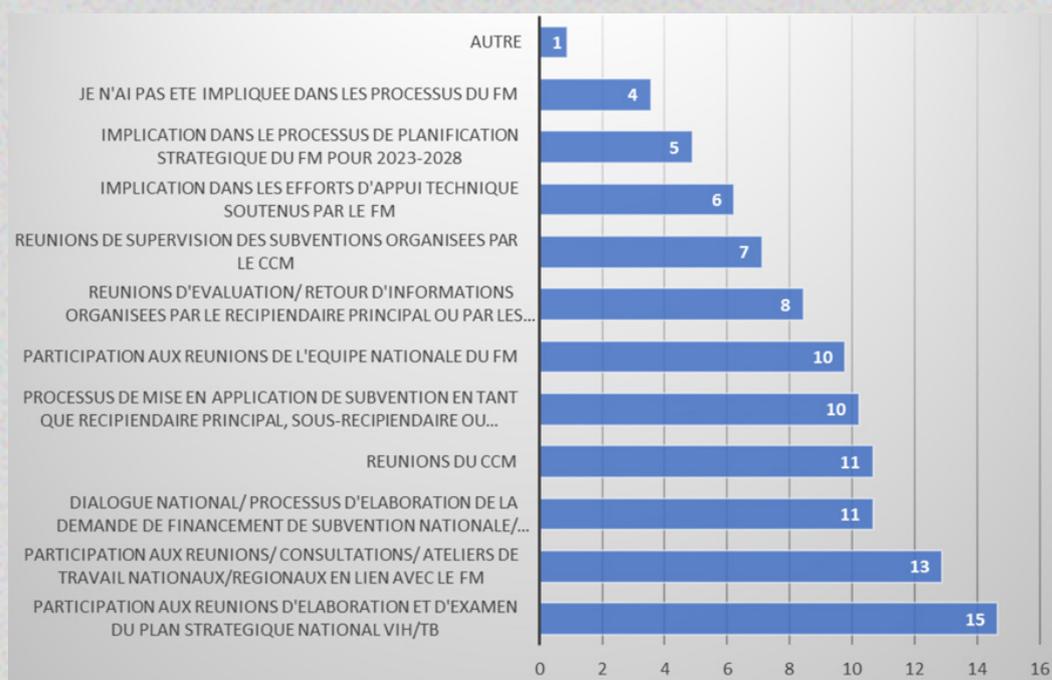
GRAPHIQUE 6

Repartition des Repondants en fonction de leur engagement avec le FM (%)



GRAPHIQUE 7

Répartition des répondants par type d'engagement



Les répondants ont également été invités à évaluer leur connaissance des processus de financement du Fonds mondial. Les résultats ont montré que les niveaux de connaissance des processus du Fonds mondial varient d'un répondant à l'autre, soulignant à la fois les points forts et les lacunes en matière de sensibilisation. Si 40% des répondants (12% extrêmement familiers et 28% très familiers) ont une bonne compréhension des processus du Fonds mondial, une part importante (29%) n'a qu'un niveau de connaissance modéré. En outre, 24% ont une connaissance limitée et 7% n'ont aucune connaissance, ce qui indique que près d'un tiers des personnes interrogées ont une connaissance limitée ou inexistante des processus (graphique 8).

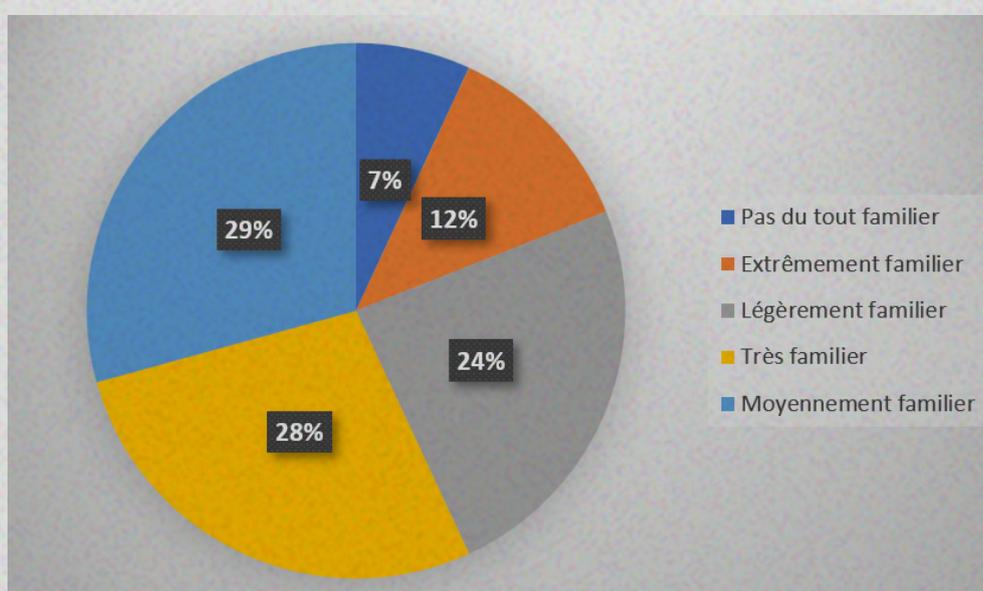
Le niveau de familiarité avec les processus du FM a été analysé plus en détail par pays afin de localiser les personnes interrogées ayant indiqué être extrêmement familières. Les résultats ont montré que seuls 6 des 50 répondants étaient extrêmement familiers, et ceux-ci se trouvaient au Maroc, en Tunisie, au Liban et en Égypte (graphique 9).

“Je ne connais pas les politiques relatives aux processus de financement du Fonds mondial. Nous devrions être ceux qui sont pleinement informés du processus du Fonds mondial et impliqués dans ses opérations. Nous devrions être capables d'articuler les politiques du Fonds mondial, mais nous n'avons pas cette connaissance. Mon expérience avec l'ONUSIDA m'a montré que leur processus était plus facile à manier”. Entretien avec informateur clé Yémen

“Nous devons en apprendre davantage sur les processus de financement du Fonds mondial. Entretien avec informateur clé Liban

GRAPHIQUE 8

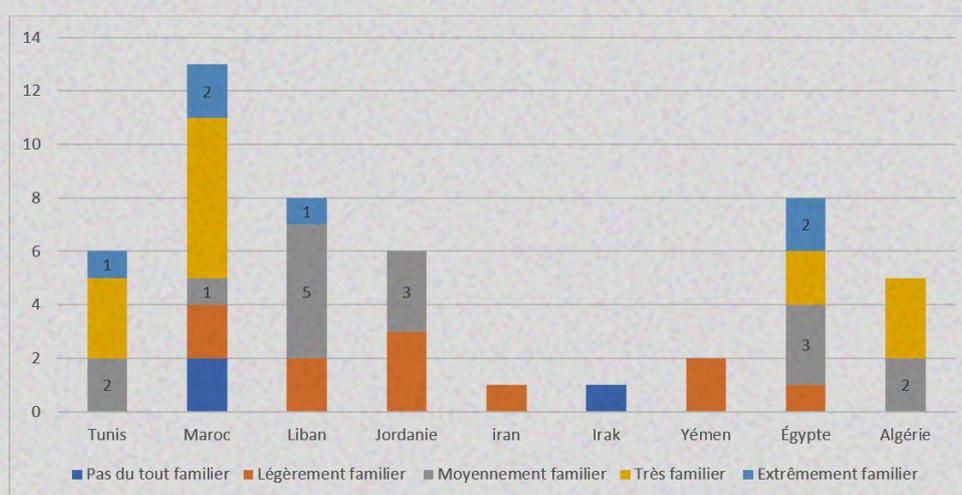
Répartition des répondants par niveau de connaissance des processus du FM (n=58)



“Je sais que le Fonds mondial annonce des séries de subventions tous les ans ou tous les deux ans, et impose certaines restrictions. Cependant, le processus réel et son fonctionnement dans la pratique ne sont peut-être pas tout à fait clairs pour nous, probablement parce que nous avons surtout été des sous-récepteurs plutôt que des récepteurs principaux, et que nous n’avons donc pas été aussi impliqués dans l’ensemble du processus. Par conséquent, je dirais que notre connaissance du processus du Fonds mondial va de faible à intermédiaire”. Entretien avec informateur clé Jordanie

GRAPHIQUE 9

Degré de familiarité avec les processus du FM par pays (n=50)



Principale conclusion : La concentration géographique des répondants très familiers - principalement au Maroc, en Tunisie, au Liban et en Égypte - indique également des disparités régionales en matière de sensibilisation et de capacité. La concentration de répondants très familiers dans quelques pays peut suggérer que certaines régions ou organisations ont un meilleur accès aux informations, aux ressources ou aux opportunités de formation liées aux processus du FM.

Le fait que près d'un tiers des répondants n'aient qu'une connaissance modérée ou limitée des processus du FM reflète d'importantes lacunes en matière de sensibilisation. Ce manque de familiarité peut empêcher les organisations de comprendre pleinement comment naviguer à travers les processus de financement, demander des subventions ou participer de manière significative aux dialogues stratégiques.

Ainsi, les efforts visant à simplifier les processus et à fournir une formation - en particulier dans les langues locales - amélioreraient l'engagement, en particulier pour les petites organisations communautaires.

En conclusion, ces résultats révèlent des niveaux encourageants d'engagement dans les processus du FM, mais mettent également en évidence des lacunes importantes dans les rôles de gouvernance, la planification stratégique et les niveaux de sensibilisation. La répartition inégale des connaissances et de la représentation pose un défi à l'inclusivité et à l'efficacité des programmes du FM. Le renforcement de la coopération régionale, le développement des capacités et la transparence des processus de sélection seront essentiels pour garantir que toutes les parties prenantes puissent s'engager de manière significative et que les interventions soient adaptées aux besoins des communautés. La résolution de ces problèmes permettra une utilisation plus équitable et plus efficace des ressources du Fonds mondial.

Mécanisme de coordination nationale (CCM)

Pour évaluer le niveau actuel d'engagement et de sensibilisation des communautés aux processus du FM, l'évaluation s'est concentrée sur la disponibilité d'espaces de représentation au sein des plateformes de prise de décision telles que le CCM. Il était essentiel d'explorer le rôle du CCM dans la facilitation de la participation de la société civile et de la communauté aux processus du FM, ainsi que son efficacité à faire progresser la communauté, les droits et les questions liées au genre. Cependant, il est important d'interpréter les résultats en tenant compte du fait que de nombreux pays de la région MENA n'ont pas de structure CCM, et que les pays qui n'en ont pas sont donc exclus de ces résultats.

Les résultats mettent en évidence une sensibilisation et un engagement généralement positifs à l'égard du CCM, mais soulignent également les lacunes qui pourraient être comblées afin d'améliorer la représentation et la défense des intérêts de la communauté.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient les membres de la société civile et de la communauté représentant les communautés clés et vulnérables au sein du CCM, la majorité des répondants (70%) ont indiqué qu'ils connaissaient les membres du CCM, tandis que les autres répondants ne les connaissaient pas. De plus, 8% des répondants ont indiqué que leur pays n'avait pas de CCM, mais qu'ils connaissaient des membres de CCM d'autres pays dans le cadre de subventions multi-pays, et 10% ont indiqué que leur pays n'avait pas de CCM du tout (graphique 10).

"Les populations clés ne sont pas représentées de manière adéquate au sein du CCM en raison de la résistance et du refus du gouvernement algérien. Entretien avec informateur clé Algérie
Parmi ceux qui ont indiqué connaître les membres de leur CCM, la majorité a également indiqué savoir comment les contacter (75%).

Interrogés sur la fréquence de leurs contacts avec les membres du CCM, 35% des répondants ont déclaré être en contact régulier. En revanche, 25% ont indiqué qu'ils n'avaient jamais eu de contact, 30% ont déclaré qu'ils interagissaient occasionnellement et 10% ont déclaré qu'ils ne s'engageaient qu'à l'occasion de réunions spéciales (graphique 11).

Les résultats ont révélé que la majorité des répondants considèrent que leurs représentants au sein du CCM sont très efficaces (33%) ou plutôt efficaces (27%) dans la défense des droits de leurs communautés (graphique 12).

Les entretiens avec informateurs clés ont fourni des informations supplémentaires reflétant la capacité globale des CCM et leur efficacité à répondre aux besoins de la communauté.

"Pour favoriser l'inclusivité et la participation, il est essentiel d'améliorer les critères de sélection des représentants des organisations de la société civile et des gouvernements au sein des CCM. Le Fonds mondial devrait établir des critères de sélection minimaux pour s'assurer que les meilleurs représentants soient choisis pour le CCM. De plus, le ministère de la Santé publique devrait avoir plus de représentants et s'engager plus activement dans le processus du CCM. Entretien avec informateur clé Tunisie.

“Le CCM est composé de 21 membres et des conflits surgissent parfois lorsqu’il s’agit de trouver des solutions, principalement en raison des lois et des règlements concernant les personnes qui consomment des drogues (PWUD). Entretien avec informateur clé Maroc.

“Les membres du CCM n’ont pas les capacités et les connaissances nécessaires pour se faire entendre. Ils doivent acquérir les compétences et l’expertise nécessaires à la défense des besoins des communautés qu’ils représentent et proposer des solutions aux problèmes auxquels ces communautés sont confrontées.” Entretien avec informateur clé Tunisie.

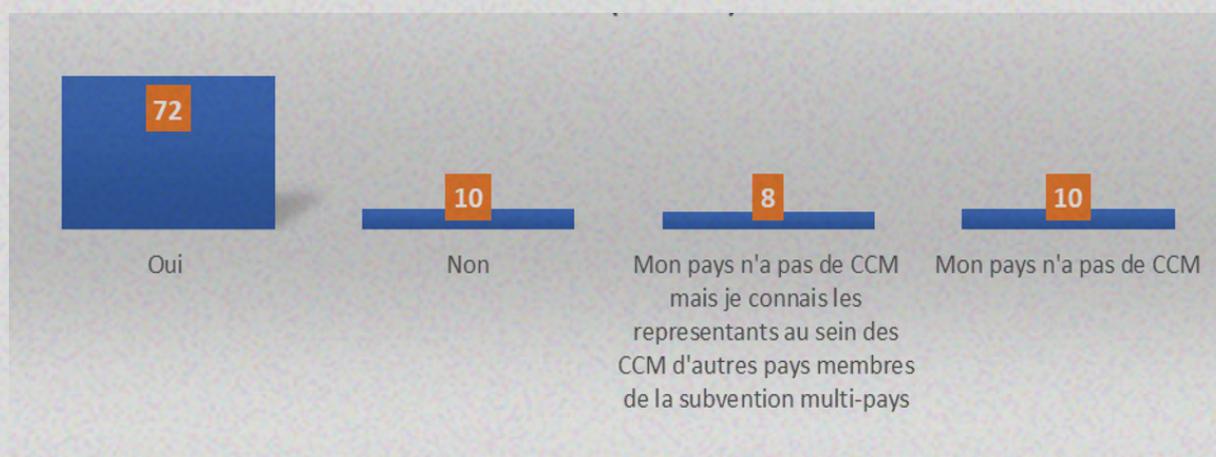
Principales conclusions : *Une grande partie des personnes interrogées connaissaient les membres de la société civile ou de la population clé qui représentaient leur communauté au sein du CCM. Ce haut niveau de connaissance suggère que les membres de la communauté sont informés de leur représentation, ce qui est un indicateur positif de transparence et d’engagement. Cependant, en termes de communication avec les membres du CCM, les personnes interrogées ont fait état d’un manque de contacts réguliers, ce qui suggère que si beaucoup connaissent leurs représentants, les interactions régulières restent limitées.*

La perception de l’efficacité des représentants des CCM est un autre résultat important. La plupart des personnes interrogées estiment que leurs représentants sont très efficaces ou plutôt efficaces dans la défense des droits de la communauté. S’il s’agit là d’un reflet positif du travail accompli par les membres des CCM, cela suggère également qu’une grande partie de la communauté pense qu’il est possible d’améliorer la façon dont leurs représentants défendent leurs besoins. Veiller à ce que ces représentants disposent des outils, des ressources et du soutien nécessaire pour défendre efficacement les droits et les priorités de leurs communautés.

En conclusion, si l’évaluation montre un niveau prometteur de sensibilisation et d’efficacité perçue de la représentation communautaire au sein des processus du FM, il reste des domaines à améliorer, notamment en ce qui concerne la communication régulière, l’établissement de critères de sélection clairs et minimaux pour les représentants de la société civile et du gouvernement afin de s’assurer que les personnes les plus qualifiées sont choisies, une plus grande implication du ministère de la santé, la nécessité d’une formation et d’un soutien aux OSC et aux représentants communautaires au sein des CCM afin de permettre à ces personnes de défendre efficacement les besoins de leurs communautés et de s’engager dans des discussions significatives sur les solutions aux défis auxquels elles sont confrontées.

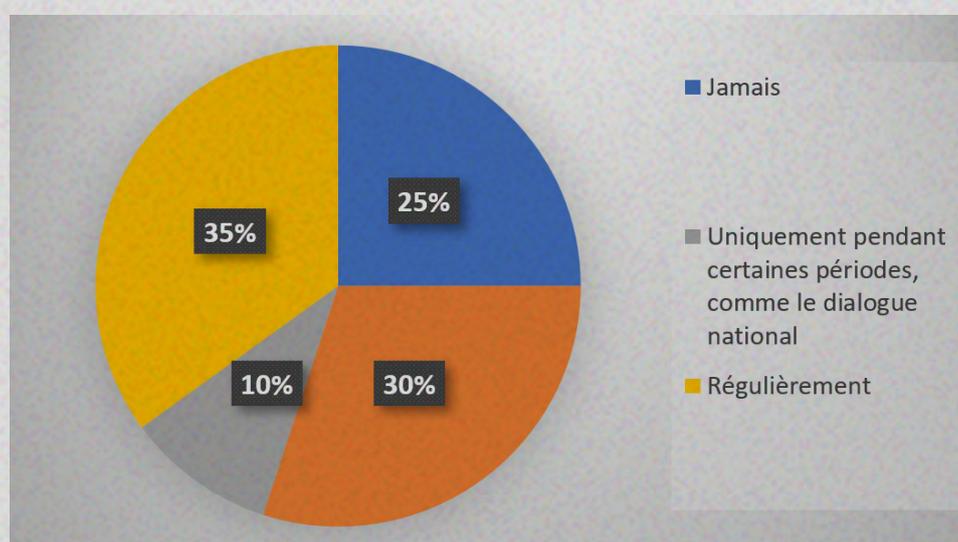
GRAPHIQUE 10

Repartition en pourcentage des repondents selon leur connaissance des membres de la CCM (n=50)



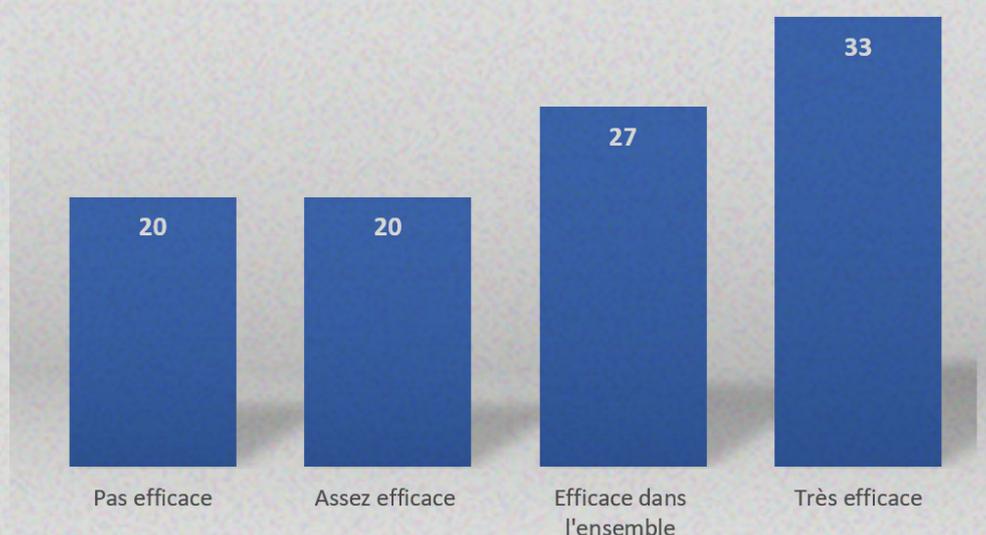
GRAPHIQUE 11

Fréquence des contacts avec le CCM



GRAPHIQUE 12

Répartition des réponses en fonction de l'efficacité des membres du CCM (%)



Cycle de subvention du Fonds Mondial

Pour mieux évaluer le niveau actuel d'engagement des communautés à toutes les étapes du cycle de vie des subventions du Fonds mondial, l'évaluation a examiné comment et dans quelle mesure les communautés étaient impliquées dans les processus clés, notamment la revue ou l'élaboration des PSN, le processus de dialogue au niveau des pays, l'élaboration des demandes de financement, la réponse aux recommandations du Comité technique de revue des propositions (TRP), l'octroi des subventions, la mise en œuvre des subventions, ainsi que le suivi et l'évaluation des subventions. La section suivante présente les principales conclusions.

1. Plan stratégique national

Selon le Fonds mondial, l'engagement des communautés dans les PSN est essentiel pour plusieurs raisons. En effet, cet engagement intègre les perspectives locales, permettant ainsi d'élaborer des stratégies qui répondent efficacement aux besoins des personnes touchées par les trois maladies. L'implication de la communauté garantit des programmes culturellement appropriés et acceptés, favorise un sentiment d'appropriation et renforce la responsabilité en permettant aux acteurs locaux de tenir les responsables de la mise en œuvre responsables pour les résultats du programme. En fin de compte, cet engagement contribue à de meilleurs résultats au niveau de la santé car il garantit des programmes correspondant aux besoins réels de la population.

Les résultats donnent un aperçu précieux sur la participation des communautés et des OSC à l'élaboration du PSN et sur leur perception de la manière dont le PSN reflète leurs priorités. Bien que la participation soit relativement élevée, les résultats mettent en évidence des lacunes en matière d'engagement et d'inclusion qui peuvent affecter l'efficacité des stratégies de santé. Interrogés sur leur participation à l'élaboration du PSN, 21% des répondants ont indiqué qu'ils ne s'étaient engagés d'aucune manière. Parmi les 78% qui ont participé, leur implication s'est principalement faite par le biais des méthodes suivantes : consultations en face à face ou virtuelles menées par le ministère de la Santé (40%), contribution à la rédaction du PSN (18%), 10% ont participé à des consultations menées par la communauté, tandis que 10% ont déclaré avoir reçu l'appui nécessaire pour consulter leur communauté afin de comprendre les priorités et les besoins en matière de santé (Graphique 13).

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que si le niveau de participation au processus d'élaboration du PSN est important, il reste un écart notable, en particulier parmi ceux qui ne se sont pas engagés du tout.

“Nous disposons d'une stratégie élaborée il y a cinq ans, mais les besoins ont considérablement évolué depuis. Les comportements associés à ces maladies évoluent avec le temps. Si je veux évaluer mes programmes de manière efficace, il faut le faire tous les six mois ou tous les ans. Malheureusement, nous n'avons pas la capacité financière de le faire, et la subvention ne tient pas compte de ces besoins”. Entretien avec informateur clé Jordanie.

Principale conclusion : *Ces résultats suggèrent que les approches descendantes de planification prévalent toujours, ce qui limite l'appropriation du PSN par la base populaire. Le faible taux de consultations menées par les communautés indique un manque d'autonomie pour les petites OSC et les communautés marginalisées, qui peuvent se sentir exclues des processus de planification stratégique. En outre, l'absence d'engagement de la part de 22% des personnes interrogées soulève des inquiétudes quant à la portée et à l'inclusivité, car des voix importantes risquent de ne pas se faire entendre et de compromettre la réactivité des stratégies de santé aux besoins locaux.*

GRAPHIQUE 13

% Distribution of responses by type of participation in the NSP



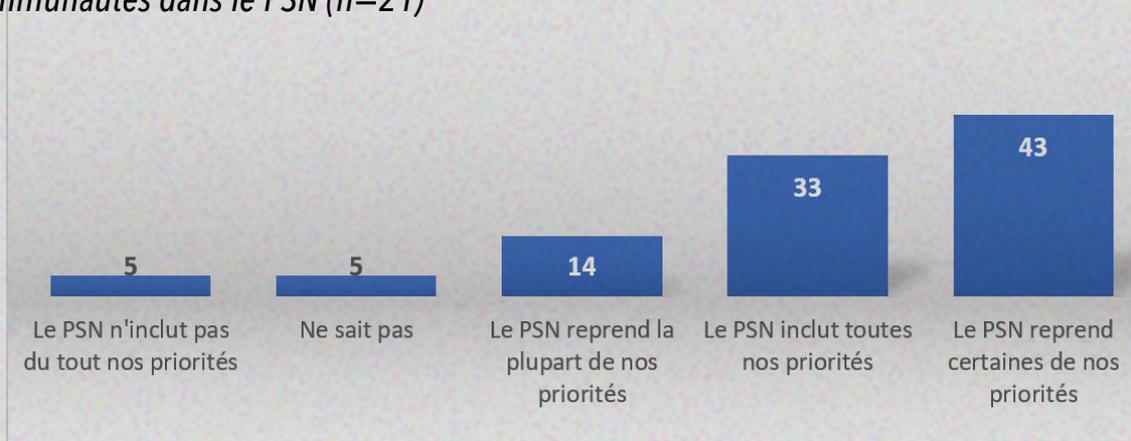
Le niveau de participation à l'élaboration du PSN a également été évalué en examinant les perceptions des répondants quant à la mesure dans laquelle le PSN reflète les priorités de leur communauté. Bien que près de la moitié des répondants aient déclaré que le PSN correspondait de manière satisfaisante à leurs priorités, la forte proportion (43%) qui n'a indiqué qu'une prise en compte partielle reflète des lacunes dans la capacité du PSN à répondre aux divers besoins de la communauté (graphique 14). Les 10% de personnes se sentant exclues ou incertaines suggèrent que la communication au cours du processus de planification n'a peut-être pas été claire ou transparente, laissant certaines communautés déconnectées de la prise de décision.

Principales conclusions: *Les résultats mettent en évidence un manque de communication entre les autorités de planification et les communautés. Bien que des efforts soient faits pour inclure les communautés, les parties prenantes peuvent ne pas se sentir suffisamment informées ou habilitées à influencer les décisions.*

Ces résultats soulignent la nécessité d'un engagement communautaire plus fort et d'une communication plus claire au cours de l'élaboration du PSN. En élargissant la participation et en veillant à ce que toutes les parties prenantes soient activement impliquées, on pourrait renforcer le caractère inclusif du plan, ce qui permettrait d'apporter une réponse plus efficace, reflétant mieux les divers besoins des communautés que celui-ci vise à servir.

GRAPHIQUE 14

Répartition des répondants selon leur perception du degré d'intégration des priorités des communautés dans le PSN (n=21)



2. Dialogue au niveau des pays et demande de financement

Le dialogue national est un processus de consultation transparent et inclusif organisé par le CCM ou le PR. Il s'agit d'une exigence du Fonds mondial visant à favoriser un dialogue ouvert et inclusif entre les différentes parties prenantes affectées par les trois maladies ou y répondant dans un pays donné, dans le but de recueillir des informations pour la demande de financement. Les résultats mettent en évidence les progrès et les difficultés rencontrés pour garantir un engagement significatif des communautés dans les processus de demande de financement du Fonds mondial.

Les résultats reflètent des efforts prometteurs en vue de garantir l'engagement des communautés dans le processus de dialogue national. Au total, 29% des participants ont été invités à assister aux consultations et 24% ont été informés de plans clairs avant les réunions, ce qui indique des progrès vers une plus grande transparence et une plus grande inclusion. Alors que 19% des répondants ont été activement impliqués dans la préparation du dialogue, 14% ont eu l'occasion d'exprimer leurs opinions au cours des discussions, ce qui témoigne des premières possibilités de participation significative. Toutefois, il reste une marge de progression, puisque 14% des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir participé au processus, ce qui souligne la nécessité d'élargir encore l'engagement et de veiller à ce que toutes les voix soient entendues (graphique 15).

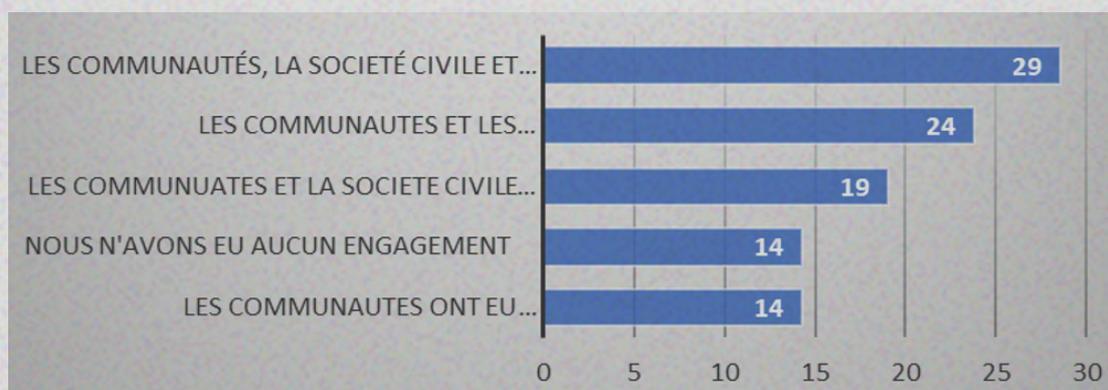
Principale conclusion: Ces résultats soulignent à la fois les progrès et les difficultés rencontrés pour garantir un engagement significatif des communautés dans le dialogue du Fonds mondial au niveau du pays. Bien que certains efforts aient été déployés afin de promouvoir la transparence et l'inclusion - par exemple en invitant les participants aux consultations et en leur offrant la possibilité d'apporter leur contribution -, l'engagement significatif est resté limité.

Interrogés sur leur degré de satisfaction quant à l'inclusion des perspectives communautaires dans le dialogue, la majorité des répondants se sont déclarés moyennement satisfaits (43%) ou légèrement satisfaits (29%), et 14% se sont déclarés très satisfaits, tandis qu'aucun ne s'est déclaré extrêmement satisfait. En outre, 14% ont indiqué qu'ils n'étaient pas du tout satisfaits (graphique 16).

"J'ai participé au dialogue national et, bien qu'ils nous écoutent, nos besoins ne sont pas tous satisfaits en raison du manque de fonds. Nos priorités ne sont pas suffisamment prises en compte dans le plan stratégique national, et la mise en œuvre est entravée par des réglementations et des lois." Entretien avec informateur clé Tunis.

GRAPHIQUE 15

Repartition des repondents en fonction de leur engagement dans le Dialogue National (%)

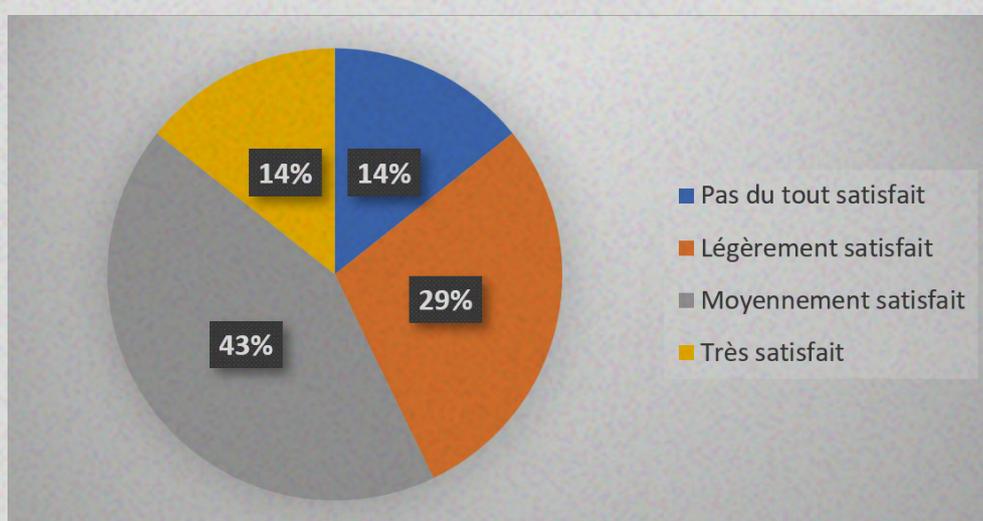


"Nous devons travailler par l'intermédiaire d'un médiateur, généralement le récipiendaire principal (PR), qui agit en tant qu'exécuteur principal de la subvention. Nous n'avons pas travaillé directement avec le Fonds mondial car, en tant que nation, nous n'avons pas eu l'occasion de le faire depuis 2012." Entretien avec informateur clé Jordanie

Principale conclusion : Les résultats globaux suggèrent que, bien qu'un certain engagement communautaire ait été obtenu dans le cadre du dialogue national, de nombreux participants l'ont trouvé limité en termes de portée ou d'impact. Il y a des preuves d'un succès partiel, la plupart des répondants se sentant modérément ou légèrement satisfaits, mais l'absence de satisfaction extrême et la présence d'insatisfaction mettent en évidence des domaines à améliorer.

GRAPHIQUE 16

Satisfaction quant à la prise en compte des points de vue de la communauté dans le dialogue national (n=20)



Les résultats mettent également en évidence les efforts positifs déployés pour faciliter la participation de la communauté au processus de demande de financement (DF), 26% des répondants reconnaissant que des possibilités leur ont été offertes par l'intermédiaire du CCM. Une grande partie des répondants (24%) ont participé à l'examen de la demande de financement et ont fait part de leurs commentaires à son sujet, ce qui montre que la communauté a la possibilité de s'exprimer. 18% des répondants ont été inclus dans l'équipe de rédaction et 9% ont estimé que les priorités de la communauté avaient été prises en compte au cours de la phase de rédaction, mais ces résultats indiquent des domaines dans lesquels l'engagement peut être renforcé. Bien que 24% des répondants n'aient déclaré aucune participation, la participation existante constitue une base solide sur laquelle s'appuyer et qui offre la possibilité d'améliorer l'inclusion de la communauté dans les processus à venir (graphique 17).

Certes les résultats soulignent les aspects positifs de l'engagement des communautés dans les processus de dialogue national et de demande de financement, toutefois des défis importants subsistent pour assurer la transparence et une participation significative tout au long du processus de demande de financement. La majorité des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir accès à la demande de financement finalisée (55%) ou au budget final (62%), ce qui révèle une lacune importante en matière de transparence.

En ce qui concerne l'alignement quant aux priorités de la communauté, 49% des répondants ont estimé que seules certaines de leurs priorités avaient été prises en compte, tandis que 19% ont estimé que la plupart d'entre elles l'avaient été. Toutefois, 19% ont déclaré que la demande de financement ne reflétait pas du tout leurs priorités, ce qui souligne la nécessité d'une plus grande réactivité aux besoins de la communauté (graphique 18).

En ce qui concerne l'accès aux commentaires du comité d'examen technique, 50% des répondants ont déclaré y avoir accès. Toutefois, parmi ceux qui y avaient accès, 57% ont indiqué qu'ils n'avaient pas participé à l'élaboration de la réponse à ces recommandations, ce qui met en évidence les occasions manquées d'un engagement plus profond de la communauté dans des processus décisionnels cruciaux.

« Nous ne sommes pas impliqués dans le processus d'examen et nos priorités ne sont souvent pas prises en compte dans le plan stratégique national ». Entretien avec informateur clé Tunisie
Ces résultats soulignent la nécessité d'une plus grande transparence, d'un meilleur alignement aux priorités de la communauté et d'une participation plus large pour répondre aux principaux retours d'information.

Principale conclusion: *Bien que certaines communautés aient participé à l'examen et à la rédaction de la demande de financement, l'accès aux documents finalisés et aux principaux commentaires, tels que le budget final et les observations du comité d'examen technique (CTE), a souvent été limité. L'alignement quant aux priorités communautaires de la demande de financement a également suscité des inquiétudes, de nombreuses communautés estimant que leurs besoins n'étaient que partiellement pris en compte.*

Les résultats suggèrent que, bien qu'il existe une base pour l'implication de la communauté, des lacunes persistent en matière de transparence, de réactivité et de participation significative. Des efforts accrus sont nécessaires pour élargir l'accès, améliorer l'alignement sur les priorités de la communauté et impliquer les parties prenantes dans la prise de décision à tous les stades.

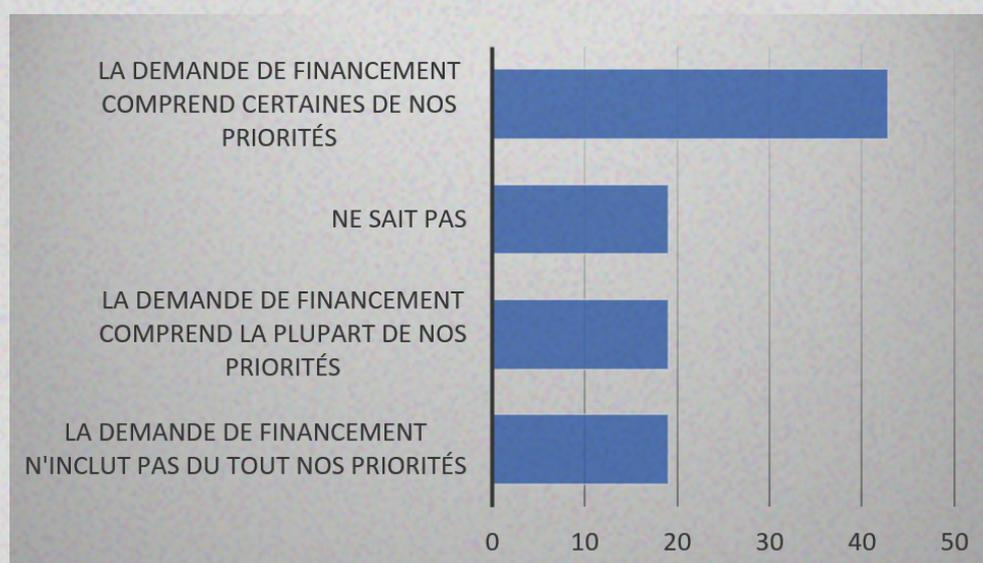
GRAPHIQUE 17

Répartition des répondants par niveau d'engagement dans la demande de financement (en %)



GRAPHIQUE 18

Dans quelle mesure la demande de financement tient-elle compte des priorités de la communauté ?



3. Octroi de subventions

Les répondants ont été interrogés sur l'implication de leur organisation dans le processus d'octroi de subventions, avec la possibilité de sélectionner plusieurs types d'engagement. Les résultats mettent en évidence des niveaux d'engagement variables dans le processus d'octroi des subventions, révélant à la fois des possibilités de participation et des lacunes importantes. Si de nombreux organismes ont été consultés sur le plan opérationnel (30%), ils ont été moins nombreux à participer à des aspects cruciaux tels que les révisions budgétaires (20%) ou les discussions sur l'impact du budget sur la portée de la communauté (graphique 19). Notamment, 16% des répondants ont indiqué qu'ils ne participaient pas du tout au processus d'octroi des subventions (graphique 19).

"Pour être honnête, lorsque nous avons reçu des activités et des recommandations par l'intermédiaire du bénéficiaire primaire, elles étaient déjà personnalisées et prédéterminées. On nous a simplement demandé de suivre des directives spécifiques." Entretien avec informateur clé Jordanie

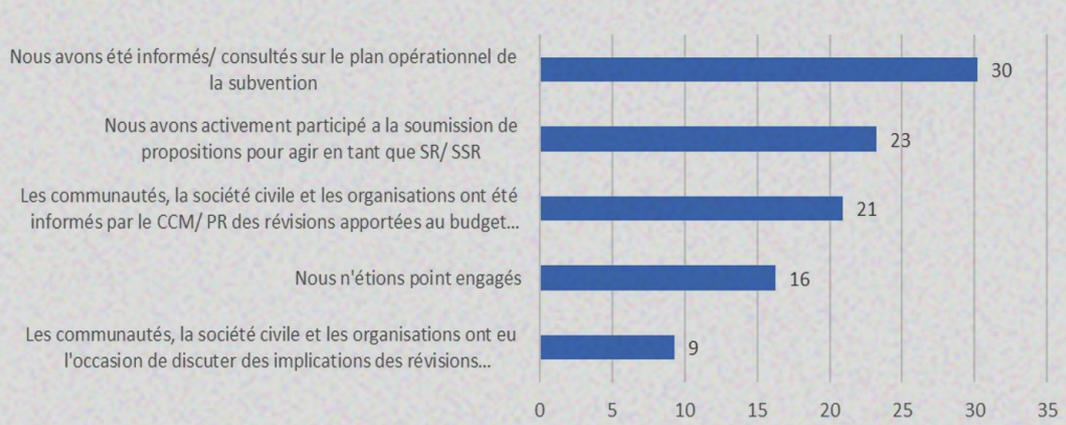
En outre, la majorité des répondants (62%) ont indiqué que le budget alloué par le Fonds mondial était insuffisant pour répondre aux besoins de leurs communautés (graphique 20).

"Les interventions financées par le Fonds mondial ont parfois une portée limitée et se concentrent sur des activités spécifiques qui ne répondent pas entièrement à nos besoins. Bien que nous estimions généralement que ces interventions correspondent à nos objectifs et à nos besoins, et que nous ne nous y opposons pas souvent, il arrive que nous nous sentions limités par le budget. Souvent, son plafond ne correspond pas à nos ambitions ou à nos idées, et il y a peu de marge pour la discussion ou l'ajustement." Entretien avec informateur clé Jordanie.

Principale conclusion: bien qu'il y ait des éléments positifs dans la participation des communautés au processus d'octroi des subventions, les conclusions indiquent un besoin de plus de transparence, d'inclusion et d'implication, en particulier dans les discussions budgétaires et pour s'assurer que les besoins des communautés sont pris en compte de manière adéquate. Un meilleur engagement à ce stade pourrait considérablement renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des subventions et garantir une meilleure adéquation entre les ressources et les réalités du terrain.

GRAPHIQUE 19

Répartition des répondants par type d'engagement dans l'octroi de subvention (en %)



4. Mise en œuvre, suivi et évaluation des subventions

Les résultats suggèrent que l'engagement de la communauté tend vers l'augmentation dans les dernières étapes du processus de subvention, en particulier lors de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la subvention. Avec 62% des personnes interrogées impliquées dans la mise en œuvre de la subvention, 67% dans le suivi et 52% dans l'évaluation on remarque une évolution notable vers une plus grande participation lorsque l'on passe de la planification à l'exécution et au contrôle.

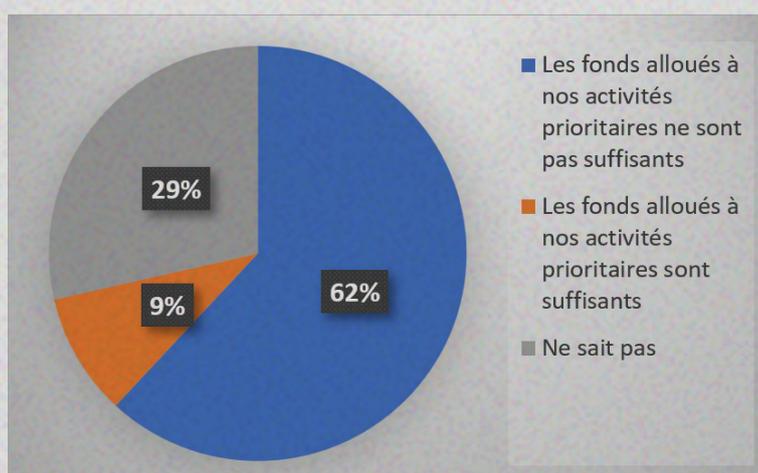
Principale conclusion: *Les données montrent que les communautés s'engagent davantage lorsque leurs contributions sont concrètes et axées sur les résultats.*

"Les corps administratifs des organisations communautaires sont pleinement engagés dans la mise en œuvre des programmes sur le terrain. Cependant, l'engagement avec le FM prend du temps et nécessite des ressources supplémentaires." Entretien avec informateur clé Liban.

En résumé, les résultats des entretiens avec les informateurs clés sont en parfaite adéquation avec les résultats de l'enquête, révélant que des progrès ont été réalisés dans l'engagement de la société civile et des communautés dans les processus du FM, mais que d'importants défis subsistent. La participation limitée aux phases de planification, l'accès restreint aux possibilités de financement et les obstacles à une représentation significative mettent en évidence des problèmes systémiques qui doivent être résolus. Le renforcement des capacités des petites organisations communautaires, une budgétisation plus transparente et l'amélioration des critères de sélection des CCM permettraient d'accroître l'efficacité des processus du Fonds mondial. Des structures de gouvernance plus inclusives et participatives sont essentielles pour aligner les interventions financées par le FM sur les besoins divers et changeants des communautés qu'elles visent à servir. En outre, de nombreuses organisations ont déclaré s'appuyer sur des intermédiaires, tels que le récipiendaire principal (PR), pour naviguer à travers les processus du Fonds mondial, ce qui limite leur engagement direct avec le Fonds. Cela souligne la nécessité d'une communication plus transparente et plus efficace entre les récipiendaires principaux et les communautés.

GRAPHIQUE 20

Les fonds alloués étaient-ils suffisants ?



Défis entravant l'engagement communautaire

Les résultats jettent la lumière sur plusieurs obstacles majeurs qui entravent l'engagement efficace des communautés dans les processus du Fonds mondial (FM) dans la région MENA, reflétant à la fois des défis structurels et contextuels.

1. Représentation limitée dans les plateformes de prise de décision:

L'accès inadéquat à des plateformes telles que les CCM limite la capacité des communautés à influencer les décisions qui les concernent directement. L'élargissement de l'accès à ces espaces, en particulier dans les pays qui n'ont pas de CCM, est essentiel pour assurer une participation significative et faire en sorte que les voix des communautés soient entendues.

"Il n'y a pas d'Algériens aux postes de direction au sein du FM, alors que la Tunisie est représentée. Il semble y avoir un favoritisme à l'égard de la Tunisie, les postes de direction étant occupés par des Tunisiens." Entretien avec informateur clé Algérie

2. Criminalisation des populations clés:

Dans de nombreux pays de la région MENA, la criminalisation des populations clés, telles que les personnes LGBTQ+, les travailleurs du sexe et les personnes qui consomment des drogues, constitue un obstacle important à l'engagement. Ces cadres juridiques non seulement marginalisent les populations clés, les migrants et autres populations vulnérables, mais découragent également la participation aux discussions sur la santé par crainte de répercussions juridiques ou de stigmatisation sociale, ce qui limite leur capacité à plaider en faveur des services essentiels.

"Les populations clés ne sont pas représentées de manière adéquate au sein du mécanisme de coordination nationale (CCM) en raison de la résistance et du refus du gouvernement algérien.

3. Ressources financières limitées :

Les contraintes financières dues aux ressources de financement limitées empêchent la société civile et les communautés de consacrer suffisamment de temps, de personnel et de ressources pour s'engager pleinement dans les processus du FM, ce qui réduit l'efficacité de leur participation.

"De nombreuses OSC au Liban ne disposent pas du personnel spécialisé nécessaire pour gérer les processus complexes associés aux subventions du Fonds mondial, ce qui limite leur capacité à participer pleinement. Assurer la pérennité du personnel qualifié est un défi majeur. Sans un financement suffisant pour offrir des salaires compétitifs, les OSC risquent de perdre leur personnel clé, ce qui compromet leur capacité à mettre en œuvre des projets de manière efficace".

4. Manque d'informations sur les possibilités d'engagement:

En raison d'une mauvaise communication, de nombreuses communautés ne sont pas informées des possibilités de participation, ce qui perpétue un déficit d'engagement qui les exclut des processus de prise de décision.

5. Manque de coordination entre la société civile et les communautés:

La fragmentation au sein de la société civile affaiblit le plaidoyer collectif et réduit la capacité à présenter un front uni lors des négociations du FM. La concurrence pour un financement limité favorise un environnement négatif qui entrave encore plus la collaboration entre les OSC, les organisations communautaires et les communautés.

"De nombreuses OSC ont du mal à accéder aux informations nécessaires sur les processus d'octroi de subventions, ce qui les empêche de s'engager pleinement et de profiter des opportunités de financement. Entretien avec informateur clé, Liban.

"Les délais incertains ou imprécis des activités et demandes de subvention posent des problèmes à la planification et la coordination efficace des efforts. Entretien avec informateur clé, Liban.

6. Des environnements opérationnels difficiles:

L'instabilité politique, les conflits et les cadres juridiques restrictifs dans la région MENA créent des obstacles supplémentaires. Ces conditions rendent difficiles la planification et le plaidoyer à long terme, obligeant la société civile et les communautés à se concentrer sur leur survie et sur les moyens de surmonter les obstacles bureaucratiques ou juridiques complexes.

En résumé, ces obstacles doivent être levés afin de renforcer l'engagement de la communauté dans les processus du FM. L'élargissement de la représentation, l'élimination des obstacles juridiques et financiers et la création d'environnements inclusifs sont des étapes primordiales. Le renforcement de la coordination entre les OSC et les communautés améliorera le plaidoyer collectif, tandis qu'une communication plus claire sur les possibilités d'engagement augmentera la participation, en particulier celle des groupes marginalisés.

Besoins en information

Les résultats de l'enquête ont mis en évidence les principaux besoins en informations suivants pour améliorer l'engagement des communautés dans les processus du Fonds mondial:

1. Directives du Fonds mondial sur l'engagement communautaire significatif et inclusif.
2. Fiches techniques et notes du Fonds mondial sur le VIH, la tuberculose, le paludisme, les systèmes de santé résilients et durables, le genre et les droits de l'homme.
3. Informations sur les négociations et les processus de mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.
4. La stratégie du Fonds mondial 2023-2028 et ses principales priorités.
5. Détails sur l'assistance technique disponible pour les communautés et la société civile afin de soutenir l'engagement dans le Fonds mondial et les processus connexes.

D'autre part, les conclusions des entretiens avec les informateurs clés ont démontré la nécessité de disposer d'autres domaines essentiels d'appui et d'information afin de renforcer l'engagement de la communauté dans les processus du FM.

1. Discussions au niveau national/local et inclusion : Il est essentiel de tenir des discussions au niveau national/local avant de participer à des réunions avec le gouvernement fédéral. L'implication de la société civile et des communautés dès le départ garantit que leurs voix sont entendues et prises en compte dans le processus décisionnel. Cela rejoint le sentiment du Liban, où il a été souligné que "les OSC doivent être écoutées dès le départ".

2. Sensibilisation aux processus: Il existe un besoin pressant de mieux comprendre les processus du FM. Comme l'a noté le Liban, "nous devons être plus conscients des processus". Une meilleure connaissance permettra aux organisations de mieux saisir les opportunités de financement.

3. Information en temps utile : Les organisations ont besoin d'être informées à l'avance du processus de candidature et de leur rôle dans ce processus. Ceci est souligné par le besoin d'être informé "à l'avance du calendrier de la procédure de candidature et de notre rôle dans celle-ci". Une telle anticipation est cruciale pour une planification et un engagement efficaces.

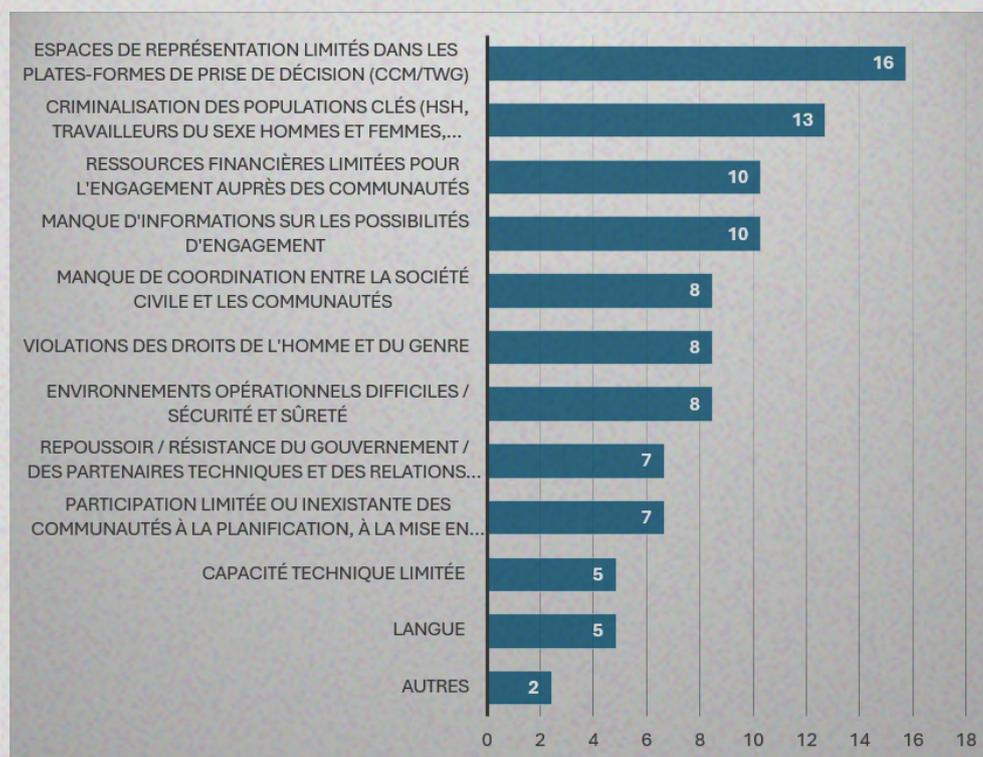
4. Renforcement des capacités et des ressources : De nombreuses organisations sont actives dans le domaine du plaidoyer et de la prestation de services, mais sont confrontées à des difficultés en raison du manque de temps, d'opportunités et de ressources pour comprendre pleinement les processus du Fonds mondial. Comme l'a déclaré un représentant jordanien, "nous avons besoin d'aide pour nous engager plus efficacement dans le cycle de subvention du Fonds mondial". Cela inclut les opportunités de formation et d'amélioration des compétences qui ont fait défaut auparavant, comme cela a été noté au Yémen, où il y a eu un appel constant à l'amélioration des compétences au sein des communautés vulnérables.

5. Répondre à l'évolution des besoins: Les stratégies devenant souvent obsolètes, il est nécessaire d'évaluer en permanence les programmes pour les adapter à l'évolution des besoins. Comme cela a été mentionné en Jordanie, "les besoins ont changé de manière significative depuis lors". Les organisations devraient être soutenues dans l'évaluation régulière de leurs programmes afin de s'adapter à ces changements, même si les contraintes financières limitent leur capacité à le faire.

6. Connaissance des politiques : Il est essentiel de comprendre les politiques qui régissent les processus de financement du Fonds mondial. De nombreuses organisations, en particulier au Yémen, se sentent mal préparées et incapables de s'exprimer sur les politiques du Fonds mondial, déclarant : "C'est nous qui devrions être pleinement informés du processus du Fonds mondial et impliqués dans ses opérations". Clarifier ces politiques renforcera leur engagement et leur capacité à mieux exploiter les possibilités de financement.

GRAPHIQUE 21

Obstacles à un engagement efficace dans les processus du FM



Besoins d'apprentissage

Les résultats présentés dans cette partie soulignent les besoins importants des communautés en matière d'information et d'apprentissage - essentiels pour renforcer leur capacité à s'engager efficacement tout au long du cycle de subvention du Fonds mondial. Il est crucial de comprendre ces besoins afin de faciliter une plus grande participation de la société civile et des communautés.

Besoins d'information

Les personnes interrogées ont identifié plusieurs besoins d'information essentiels pouvant permettre à la société civile et aux communautés de s'engager de manière plus efficace:

1. Orientations sur l'engagement communautaire: Le besoin de lignes directrices claires de la part du FM sur la manière de promouvoir un engagement communautaire significatif et inclusif suggère la reconnaissance du fait qu'une participation efficace nécessite un soutien structuré et de la clarté.

2. Notes techniques: L'accès à des notes techniques sur des questions fondamentales de santé (VIH, tuberculose, paludisme) et des thèmes transversaux (genre, droits de l'homme) indique que les communautés souhaitent disposer d'informations actualisées pour défendre leurs intérêts et comprendre les systèmes de santé au sens large.

3. Processus de négociation et de mise en œuvre des subventions: La connaissance des processus de négociation et de mise en œuvre des subventions permettra aux communautés d'acquérir les connaissances nécessaires pour s'engager efficacement dans ces phases critiques.

4. Connaissance de la stratégie du Fonds mondial: La connaissance de la stratégie du Fonds mondial pour 2023-2028 et de ses priorités est essentielle pour aligner les initiatives communautaires sur les objectifs du Fonds.

5. Informations sur l'assistance technique: La compréhension de l'assistance technique disponible aidera les communautés à mieux utiliser les ressources et le soutien afin de renforcer leur engagement.

Besoins d'apprentissage

Les besoins d'apprentissage identifiés à partir des entretiens avec les informateurs clés et de l'enquête en ligne ont été regroupés en deux catégories principales : ceux liés à la compréhension des processus du FM et ceux visant à renforcer les compétences des communautés en matière de programmation et de mise en œuvre. Les besoins d'apprentissage les plus importants soulignés par les participants dans chaque catégorie sont présentés ci-dessous:

1. Besoins d'apprentissage liés aux processus du FM:

- **Mobilisation des ressources nationales:** L'accent mis sur la mobilisation et le plaidoyer en faveur d'un financement national accru reflète le désir de disposer de ressources financières plus importantes pour répondre aux priorités en matière de santé.

- **Engagement dans le dialogue national** : La priorité accordée à l'implication dans le dialogue national tout au long du cycle de subvention illustre l'importance de la voix des communautés dans la définition des priorités et la prise en compte de leurs besoins.

- **Conseils techniques pour les demandes de financement**: Ce besoin indique que les communautés sont désireuses d'améliorer leur capacité à préparer des demandes de financement compétitives.

- **Établir des relations avec le Secrétariat du Fonds mondial**: Il est essentiel d'établir des liens solides avec le Secrétariat du Fonds mondial pour faciliter la communication et la collaboration.

“La formation doit être continue pour les membres des CCM et les populations clés : La formation continue est essentielle pour les membres de l'association et de la communauté qui siègent au CCM. En raison du roulement élevé des éducateurs pairs et des bénévoles, en raison des faibles salaires, le besoin en formation demeure continu afin de maintenir les connaissances et les compétences nécessaires à une participation efficace aux processus du FM. Entretien avec informateur clé Tunisie.

2. Programmation et mise en œuvre:

- **Collecte de fonds**: “Les OSC ont besoin de renforcer leurs capacités en matière de collecte de fonds afin d'obtenir les ressources financières nécessaires pour soutenir leurs opérations et leurs projets.

- **Recherche menée par la communauté**: Il est nécessaire d'améliorer les compétences en matière de recherche, afin de permettre aux OSC de recueillir et d'analyser des données soutenant la conception et la mise en œuvre de leurs programmes, ainsi que leurs efforts de plaidoyer.

- **Développement de projets**: Les OSC ont besoin d'apprendre à concevoir des projets qui s'alignent sur les priorités des bailleurs de fonds, définissent clairement les buts et les objectifs, et intègrent des éléments de suivi et d'évaluation pour suivre les progrès et l'impact.

- **Comment rédiger des propositions**: La rédaction de propositions est une compétence fondamentale pour les OSC qui cherchent à obtenir des fonds auprès des donateurs. Apprendre à rédiger des propositions claires et convaincantes qui répondent aux critères des agences de financement est essentiel pour que les demandes de subvention aboutissent.

- **Développement de stratégies**: Les sociétés civiles et les communautés ont besoin d'être formées à la planification stratégique afin de mieux aligner leurs activités sur les objectifs du Fonds mondial et de s'assurer qu'elles peuvent contribuer efficacement aux objectifs généraux des programmes dans lesquels elles sont impliquées.

- **Compétences en matière de plaidoyer**: Les membres de la société civile et des CCM communautaires ont besoin d'au moins une année de formation pour bien comprendre les processus du FM. Ils doivent acquérir des compétences solides en matière de plaidoyer pour représenter efficacement les besoins de leurs communautés, présenter des solutions aux problèmes et influencer les processus de prise de décision dans le cadre du FM.

- **Suivi et évaluation (S&E):** Les participants ont identifié un besoin de formation en S&E afin d'améliorer leur capacité à suivre, évaluer et rendre compte des résultats de leurs initiatives. Ces connaissances sont essentielles pour démontrer l'efficacité de leurs programmes et obtenir un soutien continu du Fonds mondial.

- **Utilisation de la technologie et de l'innovation:** Les sociétés civiles et les communautés sont appelées à adopter l'innovation et la technologie pour améliorer leur travail de proximité et la mise en œuvre de leurs programmes. Une formation à l'utilisation du GPS, des tablettes et des plateformes virtuelles peut les aider à diversifier leur action, en particulier auprès des groupes marginalisés tels que les personnes transgenres.

Méthodes d'apprentissage et de communication préférées

En ce qui concerne les méthodes d'apprentissage préférées, les réunions en face à face (17%) et l'apprentissage par les pairs (16%) sont les plus appréciées. Les méthodes d'apprentissage virtuelles, telles que les médias sociaux et les webinaires en ligne, sont les moins appréciées (graphique 21).

Ces résultats indiquent une nette préférence pour les méthodes d'apprentissage favorisant l'interaction directe, telles que les réunions en face à face et l'apprentissage par les pairs. Cette préférence suggère que les communautés apprécient la possibilité d'un engagement personnel et d'un échange de connaissances, ce qui peut conduire à des interactions plus significatives. À l'inverse, l'intérêt moindre pour les méthodes d'apprentissage virtuel - telles que les médias sociaux, les webinaires en ligne et l'apprentissage autonome par le biais de ressources sur le site web - peut refléter des obstacles liés à l'accès à la technologie ou une préférence pour des formats plus interactifs.

En ce qui concerne les canaux de communication préférés pour recevoir des informations du FM, les répondants ont indiqué que le courrier électronique (21%), les réunions/ateliers en face à face (20%) et WhatsApp (13%) étaient leurs premiers choix (graphique 22).

Ces résultats indiquent que les répondants privilégient les méthodes traditionnelles comme le courrier électronique et les réunions/ateliers en face à face pour recevoir des informations du Fonds mondial. Cette préférence renforce l'importance d'une communication directe et personnelle pour favoriser la confiance et la clarté dans la diffusion des informations.

De même, les entretiens avec informateurs clés ont montré que la société civile et les communautés préfèrent de loin les sessions de formation traditionnelles, en face à face, aux formats virtuels. Elles estiment que les interactions en personne favorisent un meilleur engagement et une meilleure compréhension du matériel. En outre, les participants ont insisté sur la nécessité de traduire les supports de formation en français et en arabe afin d'en garantir l'accessibilité.

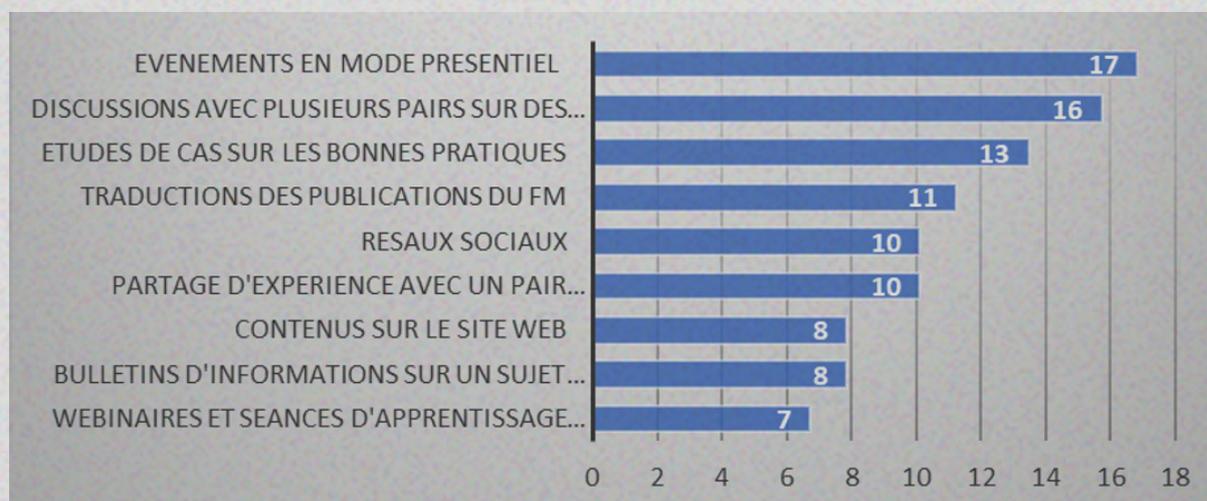
"Je préfère les événements en mode présentiel aux webinaires, car je pense qu'ils offrent de meilleures possibilités d'apprentissage, d'échange d'expériences et plus d'avantages." entretiens avec informateurs clés Jordanie

Les personnes interrogées ont également indiqué ne pas avoir le temps ou la capacité de faire usage du matériel d'apprentissage fourni par les sites web ou les bulletins d'information. En raison de leur lourde charge de travail et de leur faible rémunération, les membres du personnel ont du mal à trouver du temps pour l'apprentissage autonome. Par conséquent, les supports écrits, en particulier ceux qui ne sont pas accompagnés d'une formation interactive, sont souvent négligés.

"Les ONG consultent rarement les sites web pour apprendre de nouvelles choses, car elles trouvent souvent cela fastidieux. Nos ressources sont limitées et nous n'avons pas de personnel dédié à la collecte de fonds, à la mobilisation de ressources ou à rester à jour par rapport aux développements du Fonds mondial. Avec nos contraintes actuelles, il est difficile pour les ONG de gérer cela par elles-mêmes". Entretien avec informateurs clés Liban

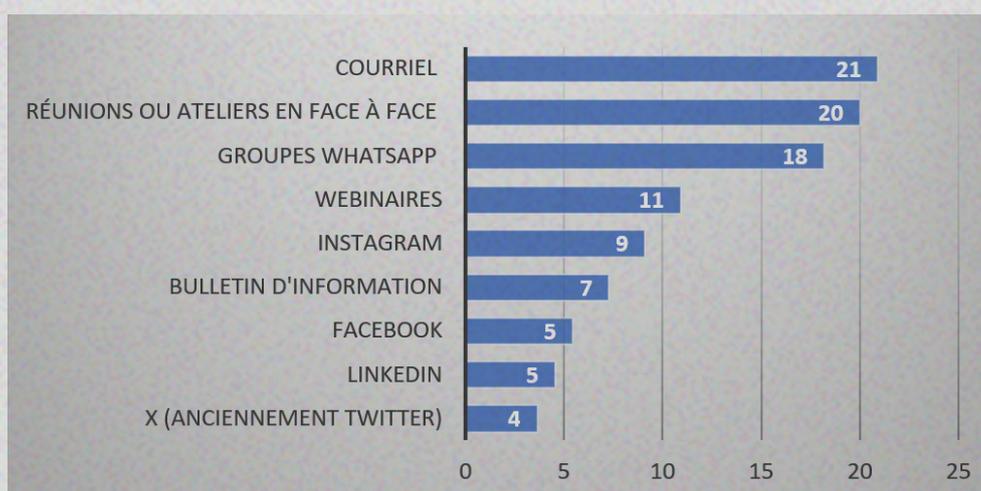
GRAPHIQUE 21

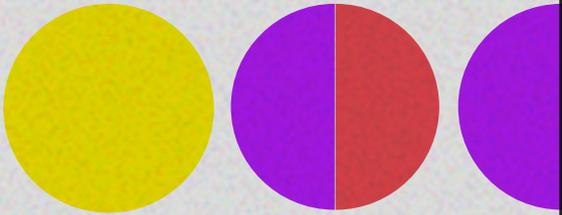
Répartition des répondants en fonction de leur préférence pour les méthodes d'apprentissage



GRAPHIQUE 22

Répartition des répondants par moyen de communication préféré





Recommandations

La section suivante présente les recommandations formulées par les participants à l'évaluation, dans le cadre de l'enquête et des entretiens d'information clés, en tant que feuille de route visant à renforcer l'engagement de la société civile et des communautés dans les processus du FM.

I. Recommandations pour le Secrétariat du Fonds mondial (FM)

1. Renforcer l'engagement direct auprès des communautés les plus touchées par les trois maladies:

o Donner la priorité à l'engagement avec les organisations de populations clés: S'engager directement avec les organisations dirigées par et pour les populations clés, en permettant à ces communautés de gérer, de mettre en œuvre et d'innover selon leurs besoins uniques.

o Inclure un poste pour l'engagement communautaire dans la subvention: Veiller à ce que chaque subvention du Fonds mondial comporte un budget dédié à l'engagement communautaire, lié à des indicateurs et à des tâches spécifiques.

o Renforcer la communication bidirectionnelle et les canaux de retour d'information: Une communication efficace entre les représentants des CCM et leurs mandants, ainsi qu'entre les PR, les OSC et les communautés, est essentielle pour intégrer les voix des communautés dans le processus décisionnel.

o Impliquer officiellement les réseaux de populations clés dans les processus du Fonds mondial: Veiller à ce que les réseaux de populations clés soient officiellement inclus dans l'élaboration du PSN, le dialogue national et les discussions sur la budgétisation lors de l'octroi de subventions, afin de leur permettre de contribuer activement aux processus de conception et de mise en œuvre.

2. Renforcement des capacités et formation

Le Fonds mondial est appelé à investir dans des programmes permanents de renforcement des capacités afin d'améliorer l'engagement des communautés dans ses processus : des programmes pour une meilleure information sur les processus du Fonds mondial, pour un meilleur suivi mené par les communautés, pour la compréhension de la structure des CCM, pour les demandes de financement et l'octroi de subventions, ainsi que pour la mobilisation des ressources.

3. Suivi par la communauté (CLM) et responsabilité: Doter les organisations communautaires des ressources nécessaires pour mettre en œuvre un suivi communautaire efficace.

4. Améliorer le fonctionnement du mécanisme de coordination nationale (CCM)

o Améliorer les critères de sélection des représentants des CCM : Fournir une assistance technique aux CCM dans le but de développer et améliorer les critères de sélection des représentants qualifiés des CCM pour plus d'efficacité.

o Engagement accru des ministères concernés, tels que les ministères de la santé publique, dans les CCM: Apporter une assistance technique aux CCM et aux PR afin d'accroître la participation des ministères concernés aux CCM et d'aligner les initiatives du Fonds mondial sur les priorités nationales en matière de santé.

o Évaluation annuelle du travail du CCM: Partager largement les résultats de l'évaluation annuelle avec les membres des CCM et les communautés engagées dans la riposte afin de les mobiliser pour améliorer encore plus les fonctions des CCM.

o Établir des lignes directrices normalisées à l'intention des CCM pour l'engagement des communautés: Exiger des CCM qu'elles suivent des processus normalisés pour engager les communautés tout au long du cycle de vie de la subvention.

o Clarifier les rôles des bénéficiaires principaux (PR): Soutenir les CCM pour faciliter une coordination régulière avec les communautés afin de clarifier les rôles et les responsabilités des bénéficiaires principaux et assurer un engagement communautaire continu tout au long du processus de subvention.

5. Améliorer l'attribution des fonds et la durabilité des programmes:

o Prendre en compte les coûts de gestion dans le budget du programme: Veiller à ce que les coûts de gestion et d'administration soient inclus dans les budgets des programmes.

o Affecter des fonds aux activités communautaires: Consacrer une part importante de la subvention du Fonds mondial à des activités communautaires répondant aux besoins des populations clés.

6. Soutenir la recherche menée par les communautés:

Investir dans des initiatives permettant aux communautés de mener leurs propres efforts de recherche et de disposer d'informations stratégiques par le biais de subventions nationales.

7. Soutien aux politiques et au plaidoyer:

o Soutenir le plaidoyer et l'élaboration de politiques: Apporter un appui technique aux OSC leur permettant de défendre des politiques qui renforcent l'environnement législatif des populations clés.

o Inclure les réseaux régionaux comme sous-bénéficiaires: Rétablir les réseaux régionaux en tant que sous-bénéficiaires et les aider à préparer des propositions de subventions nationales ou multi-pays. Financement du Fonds mondial.

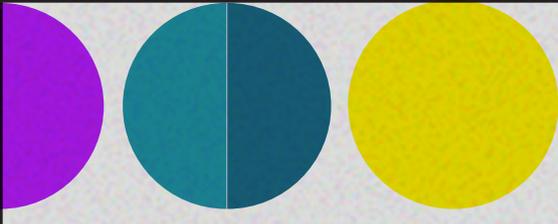
II. Recommandations pour le centre d'apprentissage de la région MENA

Le centre d'apprentissage de la région MENA peut renforcer l'engagement des OSC et des communautés dans les processus liés au Fonds mondial par le biais des stratégies suivantes.

1. Améliorer la communication et la collaboration entre les OSC et les communautés: Le centre d'apprentissage régional de la région MENA peut servir d'espace neutre qui réunit les OSC et les communautés par le biais de forums régionaux réguliers, d'ateliers et de séminaires en ligne pour discuter de questions clés et favoriser le partage d'expériences.

En conclusion, les recommandations formulées par les participants à l'évaluation constituent une feuille de route complète pour renforcer l'engagement de la société civile et des communautés dans les processus du Fonds mondial. Le renforcement de l'engagement direct auprès des populations clés, l'amélioration de la communication et de la coordination entre les parties prenantes, l'investissement dans le renforcement des capacités et le suivi mené par les communautés sont des étapes essentielles pouvant garantir un rôle significatif aux communautés dans la prise de décision et la mise en œuvre. En outre, en améliorant le fonctionnement des CCM, en affinant les allocations de fonds et en soutenant la recherche et le plaidoyer menés par les communautés, ces recommandations visent à mettre en place des programmes sanitaires durables et inclusifs.

Le Centre d'apprentissage de la région MENA joue un rôle pivot en encourageant la collaboration, en apportant l'assistance technique et en assurant la diffusion opportune de l'information. Grâce au mentorat, à la mise en réseau et aux efforts de renforcement des capacités, le centre peut aider les OSC et les communautés à s'engager de manière plus efficace dans les processus du FM et à influencer la conception des programmes, et par conséquent à contribuer à des interventions sanitaires plus réactives et plus efficaces.



Annexes

Annexe 1: Outil d'enquête en ligne

Introduction à l'enquête

Le Fonds mondial est un partenariat mondial consacré à l'éradication du VIH, de la tuberculose et du paludisme, qui vise à assurer un avenir plus sain, plus sûr et plus équitable pour tous. Dans le but de réaliser cette vision, le Fonds mondial, en collaboration avec le centre d'apprentissage régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Learning Hub MENA), mène une enquête pour évaluer les besoins d'apprentissage dans la région MENA. Cette évaluation se concentre sur l'identification des besoins d'apprentissage des acteurs de la communauté et de la société civile concernant leur engagement avec le Fonds mondial et les processus connexes, afin d'optimiser la portée des investissements dans la lutte contre le VIH et la tuberculose dans la région.

Nous vous demandons de bien vouloir répondre à cette enquête pour nous aider à comprendre vos besoins d'apprentissage liés au Fonds mondial et la manière dont le Learning Hub MENA peut mieux soutenir les services que vous procurez. Vous aurez besoin d'environ 30 minutes pour compléter l'enquête.

Nous vous remercions d'avance de bien vouloir répondre à l'enquête avant le 15 août 2024. Vous pouvez choisir la langue que vous maîtrisez le mieux, en utilisant les liens respectifs fournis ci-dessous pour accéder à l'enquête en ligne:

1. Arabe
2. Anglais
3. Français

Veuillez noter que toutes les réponses à l'enquête sont confidentielles. Seul un consultant indépendant aura accès aux réponses individuelles avant qu'elles ne soient combinées. Le rapport final sera publié de manière à ce que les contributions individuelles ne puissent pas être identifiées.

Partie 1: Profil du répondant

1. Veuillez indiquer le pays dans lequel vous/votre organisation travaillez:

- a. Algérie
- b. Djibouti
- c. Égypte
- d. Jordanie
- e. Maroc
- f. Irak
- g. Liban
- h. Libye
- i. Palestine
- j. République Arabe Syrienne
- k. Soudan
- l. Tunisie
- m. Yémen

2. Genre:

- a. Femme/Femelle
- b. Homme/Mâle
- c. Femme transgenre
- d. Homme transgenre
- e. Non-conforme au genre/non-binaire/fluide
- f. Autre
- g. Je préfère ne pas préciser

3. Quel est le champ d'action de votre organisation ?

- a. National ou local
- b. Régional
- c. Mondial

4. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux votre organisation?

- a. Organisation de la société civile (OSC)/Organisation non gouvernementale (ONG).
- b. Organisation communautaire
- c. Réseau/organisations/groupes de personnes touchées par le VIH ou la tuberculose
- d. Organisation professionnelle
- e. Organisation dirigée par une communauté ou une population clé (hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, travailleurs du sexe, transgenres, personnes qui consomment ou s'injectent des drogues, etc.)
- f. Organisation de la jeunesse
- j. Autre (à préciser)
- g. Organisation de femmes
- h. Partenaire multilatéral/bilatéral
- i. Fournisseur d'assistance technique

5. Quels sont les groupes que votre organisation représente, avec lesquels elle travaille et/ou auxquels elle fournit des services ? Veuillez sélectionner uniquement les trois principales populations avec lesquelles vous travaillez.

- a. Personnes vivant avec le VIH
- b. Personnes atteintes de tuberculose/survivant(e)s de la tuberculose
- c. Les populations clés de la tuberculose (c'est-à-dire les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les femmes et les enfants, etc.)
- d. Personnes incarcérées
- e. Travailleurs/ travailleuses du sexe
- f. Hommes gays, bisexuels et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes
- g. Personnes transgenre et de genre divers
- h. Personnes qui consomment/injectent des drogues
- i. Migrants
- j. Réfugiés
- k. Personnes déplacées à l'intérieur du pays
- l. Femmes et jeunes filles
- m. Adolescents et jeunes
- n. Autre (veuillez préciser)

6. Votre organisation est-elle impliquée dans les processus liés au Fonds mondial, y compris les ripostes nationales au VIH et à la tuberculose ? Si oui, veuillez cocher toutes les options pertinentes.

- a. Non, mon organisation n'est pas impliquée, je suis impliqué a titre individuel uniquement.
- b. Oui, en tant que récipiendaire principal de la subvention nationale / multi-pays soutenue par le Fonds mondial.
- c. Oui, en tant que sous-réceptiendaire de la subvention nationale / multi-pays soutenue par le Fonds mondial.
- d. Oui, en tant que sous-sous-réceptiendaire de la subvention nationale / multi-pays soutenue par le Fonds mondial.
- e. Oui, en tant que membre ou membre suppléant du mécanisme de coordination nationale.
- f. Oui, en tant qu'observateur du mécanisme de coordination nationale.
- g. Oui, en tant que membre du comité de surveillance du mécanisme de coordination nationale.
- h. Oui, je suis activiste/défenseur.
- i. Oui, dans un autre rôle. (Veuillez préciser.)
- j. Non, nous ne sommes pas impliqués dans les processus du Fonds mondial.

7. Dans quelle mesure êtes-vous familier avec les processus de financement du Fonds mondial?

- a. Pas du tout familier
- b. Légèrement familier
- c. Moyennement familier
- d. Très familier
- e. Extrêmement familier.

8. Parmi les processus suivants du Fonds mondial, quels sont ceux auxquels vous avez participé ? Cochez toutes les options pertinentes.

- a. Dialogue au niveau du pays/Processus d'élaboration des demandes de financement pour les subventions nationales/multi-pays.
- b. Réunions du mécanisme de coordination nationale.
- c. Réunions de supervision des subventions organisées par les mécanismes de coordination nationale.
- d. Réunions d'examen/de retour d'information organisées par les RP ou les SR.
- e. Processus de mise en œuvre des subventions en tant que RP, SR ou SSR.
- f. Participation aux réunions de visite de l'équipe nationale du Fonds mondial.
- g. Participation aux réunions d'élaboration du plan stratégique national de lutte contre le VIH/la TB ou aux réunions d'examen du plan stratégique national de lutte contre le VIH/la TB.
- h. Participation à des réunions/consultations/ateliers au niveau national/régional liés au Fonds mondial et organisés par des réseaux ou organisations nationaux/régionaux.
- i. Participation aux efforts d'assistance technique soutenus par le Fonds mondial.
- j. Participation au processus de planification stratégique du Fonds mondial pour la période 2023-2028.
- k. Autre (Veuillez préciser.) _____
- l. Je n'ai jamais participé à aucun processus du Fonds mondial. (Les répondants qui choisissent cette option sauteront la partie 2 de l'enquête.)

Partie 2 : Niveau d'implication dans les processus du Fonds mondial

L'objectif de cette partie est d'évaluer le niveau d'implication de votre organisation à toutes les étapes du cycle de vie de la subvention du Fonds mondial, y compris le plan stratégique national, le dialogue au niveau du pays, la demande de financement, le comité technique d'examen des propositions (TRP), l'octroi de la subvention, la mise en œuvre de la subvention, le suivi et l'évaluation. Le plan stratégique national

Le plan stratégique national est un document préparé par le gouvernement d'un pays qui détaille la manière dont ce pays va riposter au VIH, à la tuberculose et/ou au paludisme. Ce plan est requis par le Fonds mondial et constitue la base de la demande de financement présentée par le pays.

9. Comment votre organisation a-t-elle participé à la préparation du plan stratégique national (PSN) de lutte contre le VIH ou la TB ? Cochez toutes les options pertinentes

- a. Nous avons participé à l'examen du PSN.
- b. Nous avons participé à la rédaction/l'ébauche du PSN.
- c. Nous avons bénéficié d'un soutien pour consulter la communauté au sens large afin d'identifier les priorités et les besoins en matière de santé.
- d. Nous avons participé à une/plusieurs consultation(s) en présentiel menée(s) par le ministère de la santé.
- e. Nous avons participé à une/plusieurs consultation(s) en présentiel menée(s) par la société civile ou la communauté.
- f. Nous avons participé à une/plusieurs consultation(s) en ligne (par courriel ou par téléphone).
- g. Nous n'avons participé d'aucune manière à la préparation du PSN.
- h. Autre (Veuillez préciser.)

10. Dans quelle mesure pensez-vous que le PSN tient compte des priorités de votre groupe?

- a. Le PSN inclut toutes nos priorités.
- b. Le PSN inclut la plupart de nos priorités.
- c. Le PSN inclut quelques-unes de nos priorités.
- d. Le PSN n'inclut aucune de nos priorités.
- e. Je ne sais pas.

11. De quel type de soutien, de connaissances et de compétences avez-vous besoin pour renforcer votre capacité à être plus efficacement impliqués dans le PSN ? Cochez toutes les options pertinentes.

- a. Informations sur les approches novatrices en matière de prévention, de dépistage, de traitement et de prise en charge du VIH et de la tuberculose.
- b. Interprétation et utilisation des données et informations épidémiologiques.
- c. Informations sur l'engagement et la riposte de la communauté au VIH et à la tuberculose.
- d. Compétences pour mener des recherches dirigées par la communauté afin que nous puissions mener des recherches sociales pour trouver des solutions ou des améliorations à des situations qui affectent notre communauté.
- e. Des connaissances et des compétences en matière de défense des droits de l'homme des populations avec lesquelles nous travaillons.
- f. Des connaissances et des compétences en matière de diagnostics sociaux pour comprendre les besoins sociaux de notre communauté.
- g. Intégration des droits de l'homme et l'égalité des sexes dans les interventions actuelles de lutte contre le VIH et la tuberculose.
- h. Connaissances et compétences en matière de planification stratégique
- i. Autre (veuillez préciser)

Le dialogue au niveau du pays

12. Le dialogue au niveau du pays est organisé par le CCM/le PR. Cette exigence du Fonds mondial est une conversation ouverte et inclusive entre différents groupes de personnes qui ripostent aux maladies et qui en sont affectés dans un pays donné, afin de recueillir des informations pour élaborer la demande de financement. Comment vous/votre organisation avez-vous participé au dialogue au niveau du pays ? Cochez toutes les options pertinentes.

- a. Les communautés, la société civile et les organisations ont été informées par l'ICN/le RP de plans/feuilles de route claires pour le dialogue au niveau du pays, et ont eu suffisamment de temps pour s'y préparer.
- b. Les communautés, la société civile et les organisations ont bénéficié de la possibilité et du soutien nécessaire pour se préparer au dialogue au niveau du pays, par le biais de consultations préalables organisées au niveau de la communauté.

- c. Les communautés, la société civile et les organisations ont été invitées à participer aux consultations concernant le dialogue au niveau du pays.
- d. Les communautés, la société civile et les organisations ont bénéficié de chances égales d'exprimer leurs opinions au cours des consultations sur le dialogue au niveau du pays.
- e. Les communautés et la société civile ont fait partie de l'équipe de rédaction.
- f. Des systèmes transparents ont été mis en place et respectés pour informer les communautés et la société civile de la progression de la demande de financement par l'intermédiaire de l'équipe de rédaction/des membres de la SC dans l'ICN.
- g. Les communautés et la société civile ont eu la possibilité d'examiner le projet de demande de financement.
- h. Nous n'avons pas été impliqués de quelque manière que ce soit.
- i. Autre (Veuillez préciser.)

13. Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la prise en compte des points de vue de la société civile et des communautés lors du dialogue national?

- a. Pas du tout satisfait
- b. Légèrement satisfait
- c. Moyennement satisfait
- d. Très satisfait
- e. Extrêmement satisfait

14. De quel soutien, de quelles connaissances et de quelles compétences avez-vous besoin pour améliorer votre capacité à participer efficacement au dialogue national?

- a. Connaissances et compétences en matière de dialogue au niveau du pays et de dialogue social.
- b. Connaissances en matière des processus de financement des subventions du Fonds mondial.
- c. Informations sur les possibilités de financement du Fonds mondial.
- d. Comment présenter une demande de financement auprès du Fonds mondial.
- e. Informations sur le programme d'assistance technique du Fonds mondial.
- f. Connaître les membres de l'ICN/le RP représentant le Fonds mondial dans notre pays.
- g. Comment défendre les priorités de la communauté que nous représentons.
- h. Des compétences en matière de réseautage.
- i. Autre (Veuillez préciser.)

Demande de financement

15. Comment avez-vous été impliqué(e) dans la préparation de la demande de financement ? Cochez toutes les options pertinentes

- a. Le CCM a offert aux communautés et à la société civile des possibilités d'engagement directes et régulières avec les membres de l'équipe de rédaction.
- b. Les priorités des communautés ont été dûment prises en compte et ont été utilisées au cours du processus de rédaction
- c. J'ai fait partie (ou mon organisation a fait partie) de l'équipe de rédaction
- d. Les communautés et la société civile ont eu la possibilité d'examiner et de commenter le projet de demande de financement.
- e. Nous n'étions pas engagés de quelque manière que ce soit

16. Avez-vous eu accès à la demande de financement finalisée ?

- a. Oui
- b. Non

17. Avez-vous eu accès au budget finalisé ?

- a. Oui
- b. Non

18. Dans quelle mesure estimez-vous que la demande de financement tient compte de vos priorités et de celles de votre groupe ?

- a. La demande de financement n'inclut pas du tout nos priorités.
- b. La demande de financement comprend certaines de nos priorités
- c. La demande de financement comprend la plupart de nos priorités
- d. La demande de financement inclut presque toutes nos priorités.
- e. Je ne sais pas

19. De quel soutien, de quelles connaissances et de quelles compétences avez-vous besoin pour améliorer votre capacité à être plus efficacement impliqué.e.s dans la rédaction de la demande de financement ?

- a. Comment rédiger une demande de financement.
- b. Des informations sur la négociation des subventions du Fonds mondial.
- c. Des informations sur la reprogrammation et la réaffectation des fonds du Fonds mondial.
- d. Des connaissances et compétences en matière d'évaluation des coûts des interventions communautaires.
- e. Les procédures d'achat et d'inventaire.
- f. Les lois et règlements concernant les OSC/OBC
- g. Autre (Veuillez préciser.)

Les commentaires du Comité d'examen technique des propositions (TRP)

20. Le comité technique d'examen des propositions (TRP) est un organisme indépendant qui évalue chaque demande de financement soumise au Fonds mondial et en évalue le bien-fondé technique et l'orientation stratégique. Les recommandations du TRP sont ensuite envoyées aux pays afin qu'ils renforcent leurs demandes de financement.

Avez-vous eu accès aux recommandations/commentaires du comité d'examen technique sur la demande de financement de votre pays?

- a. Oui
- b. Non

21. Le CCM/PR a-t-il consulté les communautés, la société civile et les organisations sur la manière de répondre aux recommandations du TRP?

- a. Oui, pleinement
- b. Oui, partiellement
- c. Non

22. De quel soutien, de quelles connaissances et de quelles compétences avez-vous besoin pour améliorer votre capacité à répondre efficacement aux recommandations du TRP?

- a. Informations sur les recommandations du groupe technique d'examen des propositions du Fonds mondial.
- b. Informations sur le plan opérationnel et le budget définitifs présentés.
- c. Informations sur le plan de suivi et d'évaluation présenté.
- d. Connaissances et compétences en matière de systématisation, de documentation et de rédaction de rapports.
- e. Autre (Veuillez préciser.)

Octroi de subventions

23. Comment votre organisation a-t-elle été impliquée dans l'octroi des subventions ? Cochez toutes les options pertinentes.

- a. Les communautés, la société civile et les organisations ont été informées par le CCM/le RP des révisions apportées au budget après les négociations sur les subventions.
- b. Les communautés, la société civile et les organisations ont pu discuter des implications des révisions budgétaires, et leurs préoccupations ont été dûment prises en compte.
- c. Nous avons participé activement à la soumission de propositions pour agir en tant que SR/SSR.
- d. Nous avons été consultés au sujet du plan opérationnel des RP.
- e. Nous avons été informés du plan opérationnel et du budget définitif présenté.
- f. Nous n'avons pas été impliqués de quelque manière que ce soit.
- g. Autre (Veuillez préciser.)

24. Dans quelle mesure les fonds alloués à vos activités prioritaires sont-ils suffisants?

- a. Les fonds alloués à nos activités prioritaires ne sont pas suffisants.
- b. Les fonds alloués à nos activités prioritaires sont suffisants.
- c. Je ne sais pas.

25. De quel soutien et de quelles connaissances et compétences avez-vous besoin pour améliorer votre capacité à participer plus efficacement au processus d'octroi de subventions ? Cochez toutes les options pertinentes.

- a. Comment élaborer un plan de travail et un budget pour une activité couverte par la subvention.
- b. Des informations sur l'approbation finale de la subvention par le Fonds mondial et sur le plan de travail.
- c. Des informations sur la mobilisation des ressources nationales pour les ripostes au VIH et à la tuberculose.
- d. Autre (Veuillez préciser.)

Mise en œuvre de la subvention

26. Avez-vous été impliqué dans la mise en œuvre de la subvention?

- a. Oui
- b. Non

27. Avez-vous été impliqué dans le suivi de la mise en œuvre de la subvention?

- a. Oui
- b. Non

28. Avez-vous participé à l'évaluation de la subvention?

- a. Oui
- b. Non

29. De quel soutien et de quelles connaissances et compétences avez-vous besoin pour améliorer votre capacité à participer plus efficacement à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la subvention ? Cochez toutes les options pertinentes.

- a. Des connaissances et compétences en matière de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de projets.
- b. Des connaissances en matière de suivi mené par la communauté.
- c. Comment utiliser les médias sociaux pour améliorer la communication avec les communautés.
- d. Des compétences en matière de gestion des médias (presse, télévision, radio et journalistes).
- e. Des compétences en matière d'élaboration de plans de communication.

Représentants de la société civile et des populations clés au sein du CCM

30. Savez-vous qui sont les représentants de la société civile et des populations clés au sein du CCM et dans votre pays?

- a. Oui
- b. Non
- c. Mon pays n'a pas de CCM

31. Savez-vous comment contacter les représentants de la société civile et des populations clés au sein de votre CCM ?

- a. Oui
- b. Non
- c. Mon pays n'a pas de CCM

32. À quelle fréquence êtes-vous en contact avec vos représentants au sein du CCM?

- a. Jamais
- b. Occasionnellement
- c. Uniquement pendant certaines périodes, comme lors du dialogue national
- d. Régulièrement
- e. Mon pays n'a pas de CCM

33. Dans quelle mesure vos représentants au sein du CCM et/ou du PR défendent-ils efficacement les intérêts de votre communauté?

- a. Pas efficacement
- b. Assez efficacement
- c. Plutôt efficacement
- d. Très efficacement
- e. Mon pays n'a pas de CCM

34. Quel genre de soutien, d'informations/enseignements contribueraient à améliorer l'implication de vos membres et la coordination entre eux pour défendre les priorités de la communauté au niveau de l'ICN ? Cochez toutes les options pertinentes.

- a. Connaissance des membres du CCM.
- b. Meilleure communication avec les membres du CCM.
- c. Connaissance des plaidoyers menés par la communauté.
- d. Ripostes communautaires à la TB/au VIH et renforcement des systèmes.
- e. Connaissances sur l'implication des migrants, des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des réfugiés dans les ripostes au VIH et à la TB.
- f. Informations sur l'intégration des aspects liés à la sûreté et à la sécurité dans les programmes de lutte contre le VIH et la TB.
- g. Mise en place d'une CCM pour notre pays.
- h. Autre (Veuillez préciser.)

Partie 4: Les besoins de la Communauté pour renforcer l'engagement

36. Quelles sont les informations supplémentaires que vous souhaiteriez obtenir pour renforcer votre implication dans les processus du Fonds mondial et les processus connexes ? Sélectionnez les cinq (5) besoins d'information/d'apprentissage les plus importants.

- a. Les orientations du Fonds mondial sur l'implication significative et inclusive des communautés.
 - b. Les notes techniques du Fonds mondial sur le VIH, la tuberculose, le paludisme, les systèmes de santé résilients et durables, le genre, les droits humains, etc.
 - c. Les orientations et les bonnes pratiques du Fonds mondial sur le processus de dialogue inclusif et transparent au niveau du pays pour l'élaboration des demandes de financement.
 - d. Les processus de négociations et de mise en œuvre de subventions du Fonds mondial.
 - e. Les orientations du Fonds mondial sur les ICN et les meilleures pratiques sur la communication bidirectionnelle entre les ICN et les communautés et la société civile.
 - f. Le plan stratégique et les priorités du Fonds mondial pour la période 2023-2028.
 - g. L'assistance technique disponible pour les communautés et la société civile afin de soutenir leur implication dans les processus du Fonds mondial et les processus connexes.
 - h. L'impact du Fonds mondial au niveau national, y compris les résultats de ses investissements.
 - i. Plus d'informations sur les subventions multi-pays du Fonds mondial.
 - j. La structure de gouvernance du Fonds mondial et la façon d'en faire partie.
 - k. La mobilisation et la reconstitution des ressources du Fonds mondial.
 - l. Aucune information n'est nécessaire.
- Autre (Veuillez préciser.) _____

Partie 5 : Besoins d'apprentissage

37. Pour identifier vos besoins prioritaires en matière d'apprentissage, veuillez attribuer une note de 1 à 3 à chacun des sujets énumérés ci-dessous (1 pas important, 2 assez important et 3 très important).

- a) Influencer le CCM (par exemple en matière d'ordre du jour, de décisions les) pour mieux répondre aux besoins de la communauté et de la société civile.
- b) Mécanismes de rétroaction entre les représentants du CCM et l'ensemble de la communauté (par exemple, des réunions préalables et postérieures).
- c) Engagement dans le dialogue national pour identifier les priorités de la communauté et de la société civile.
- d) Participation effective à la rédaction et à la budgétisation d'une demande de financement.
- e) Orientations techniques du Fonds mondial pour les demandes de financement.
- f) Mobilisation et plaidoyer en faveur d'un financement national accru (mobilisation des ressources nationales) pour le VIH, la tuberculose, le traitement de la toxicomanie et la santé en général.
- g) Mécanismes de contrats sociaux et modalités de contractualisation des services mis en œuvre par la communauté et la société civile.
- h) Travail sur les systèmes nationaux d'enregistrement du VIH et de la tuberculose. Élaboration de "normes" nationales pour les services de soutien et de prévention de la tuberculose et du VIH.
- i) Comprendre les structures, les politiques et les pratiques du Fonds mondial au niveau mondial.
- j) Comprendre les structures, les politiques et les pratiques du Fonds mondial au niveau national.
- k) Comprendre les structures, les politiques et les pratiques du Fonds mondial au niveau régional.
- l) Établir des relations avec le secrétariat du Fonds mondial (comme les équipes nationales, les équipes techniques).
- m) Bureau de l'inspecteur général du Fonds mondial et autres mécanismes de plainte.

Partie 6: Méthodes d'apprentissage et de communication préférées

38. D'une manière générale, quelles sont les méthodes d'apprentissage les plus acceptables pour vous ? Cela aidera la Plateforme à comprendre quelles méthodes d'apprentissage privilégier à l'avenir. Veuillez attribuer une note de 1 à 3 à chaque méthode (1 pas préférée, 2 préférence moyenne, 3 très préférée).

- a. Étude de cas de bonnes pratiques
- b. Webinaires et sessions d'apprentissage en ligne
- c. Partage d'expérience bilatéral avec un pair qui travaille sur des questions similaires
- d. Discussions avec plusieurs pairs travaillant sur des questions similaires dans des contextes différents
- e. Bulletins d'information sur un sujet spécifique
- f. Matériel sur le site web
- g. Traduction des publications du FM
- h. Réseaux sociaux
- i. Événements en face à face

39. Quelles sont les plateformes de communication avec lesquelles vous êtes le plus à l'aise pour recevoir des informations relatives au Fonds mondial ? (Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent)

- a. Courriel
- b. Bulletin d'information
- c. Groupes WhatsApp
- d. Facebook
- e. X (anciennement Twitter)
- f. LinkedIn
- g. Instagram
- h. Bulletins d'informations
- i. Webinaires
- j. Réunions ou ateliers en face à face
- k. Autres _____

40. Que peut faire le Fonds mondial pour mieux impliquer les populations clés et soutenir les communautés, y compris les OSC, dans la région MENA ?

41. Souhaitez-vous vous abonner au bulletin d'information du centre d'apprentissage MENA ? Oui/Non, si oui, veuillez fournir une adresse électronique.

42. Avez-vous des leçons apprises et des exemples d'engagement communautaire dans la prise de décision et la prestation de services du Fonds mondial que vous êtes prêt à partager et qui pourraient être utiles aux représentants communautaires de la région MENA ? Si oui, indiquez votre adresse électronique et nous vous contacterons.

Annex 2- Guide des entretiens avec informateurs clés

Introduction et consentement

Le Fonds mondial, en collaboration avec le centre régional d'apprentissage du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA Learning Hub), mène une évaluation des besoins d'apprentissage dans la région MENA. Cette évaluation a pour objectif l'identification des besoins d'apprentissage des acteurs communautaires et de la société civile dans le cadre de leur engagement avec le Fonds mondial et les processus connexes. Notre objectif est de maximiser l'engagement communautaire afin d'améliorer l'impact des investissements du Fonds mondial dans la lutte contre le VIH et la tuberculose dans la région.

Pour les fins de cette évaluation, nous vous invitons à participer à un entretien semi-structuré en tant qu'informateur clé. Votre point de vue personnel, vos connaissances et votre expérience des processus du Fonds mondial, ainsi que votre perspective et compréhension des communautés touchées par la tuberculose et le VIH dans votre pays, sont inestimables pour nous.

L'entretien portera sur des thèmes tels que le contexte national lié aux processus du Fonds mondial, la marge d'implication communautaire dans ces processus et les besoins d'apprentissage des organisations communautaires et des organisations de la société civile afin de renforcer leur capacité à s'engager de manière plus efficace dans les processus du Fonds mondial.

Veillez noter ce qui suit:

1. L'entretien durera environ 30 à 40 minutes et nous nous adapterons à vos disponibilités.
2. Vous n'êtes pas tenus de répondre aux questions que vous ne souhaitez pas adresser.
3. L'entretien ne sera enregistré que si vous y consentez.
4. Vos réponses demeurent confidentielles. En tant que consultante indépendante, je serai la seule à avoir accès aux réponses individuelles avant qu'elles ne soient agrégées. Le rapport final sera publié de manière à ce que les contributions individuelles ne puissent pas être identifiées.

Avant de commencer, veuillez répondre aux questions suivantes:

1. Acceptez-vous de participer à cet entretien ? (Oui/Non)
2. Avez-vous des questions à poser avant de commencer l'entretien ?
3. Acceptez-vous que l'entretien soit enregistré ? (Oui/Non)

Nous vous remercions pour le temps que vous nous avez consacré et pour votre précieuse contribution à cette importante évaluation.

Questions KII

1. Veuillez indiquer votre nom, le nom de votre organisation et votre titre.
2. Décrivez brièvement la structure et la portée des activités de votre organisation. S'agit-il d'une organisation nationale, locale, régionale ou mondiale ? Quels sont les groupes que votre organisation représente, avec lesquels elle travaille ou auxquels elle fournit des services?
3. Votre organisation est-elle impliquée dans les processus liés au Fonds mondial, y compris les ripostes nationales au VIH et à la tuberculose ? Si oui, veuillez préciser à quel titre et décrire votre travail.
4. Décrivez le projet sur lequel vous travaillez avec le Fonds mondial et les communautés concernées.
5. Les procédures de financement du Fonds mondial vous sont-elles familières ? De quelle manière?
6. Quels sont les processus du Fonds mondial auxquels vous ou votre organisation avez participé ?
7. Savez-vous comment contacter les représentants de la société civile et des populations clés au sein de votre CCM ? À quelle fréquence communiquent-ils avec vous/votre organisation ?
8. Pensez-vous que les membres du CCM/PR défendent efficacement les intérêts de la communauté que vous représentez ? Comment leur capacité à défendre les intérêts de leur communauté peut-elle être renforcée ?
9. D'après votre expérience avec le Fonds mondial, à quel point pensez-vous que les communautés que vous représentez sont engagées dans les processus du Fonds mondial ? Comment sont-elles impliquées ? (Veuillez tenir compte de leur engagement dans tous les processus, y compris le PSN, le dialogue au niveau du pays, la demande de financement, le TRP, l'octroi de la subvention, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, et le processus d'engagement).
10. Quels sont les principaux obstacles à un engagement communautaire efficace dans les processus du Fonds mondial dans votre pays ?
11. Selon vous, quels sont les besoins les plus importants en matière de soutien, d'information ou d'apprentissage pour renforcer la capacité des organisations communautaires et des organisations de la société civile à s'engager de manière plus efficace ? mentionner dans cet entretien ?

12. Quels sont les modes d'apprentissage les plus acceptables pour votre communauté (Si nécessaire, reportez-vous aux exemples ci-dessous)?:

- o Études de cas de bonnes pratiques
- o Webinaires et sessions d'apprentissage en ligne
- o Partage d'expérience en tête-à-tête avec un pair travaillant sur des questions similaires
- o Discussions avec plusieurs pairs travaillant sur des questions similaires dans des contextes différents
- o Bulletins d'information sur des sujets spécifiques
- o Matériel pour le site web
- o Traduction des publications du Fonds mondial
- o Réseaux sociaux
- o Événements en face à face.

13. Recevez-vous des informations périodiques du Fonds mondial ? Quel type d'information? Quelle plateforme de communication est utilisée pour diffuser ces informations? Êtes-vous satisfait de cette plateforme?

14. Selon vous, quelle plateforme de communication devrait être utilisée pour diffuser les informations du Fonds mondial à votre communauté?

15. Que peut faire le Fonds mondial pour mieux impliquer les populations clés et soutenir les communautés, y compris les OSC, dans la région MENA?

16. Y a-t-il d'autres recommandations ou suggestions qu'il vous semble important de mentionner dans cet entretien?

Pouvez-vous partager avec nous une liste d'organisations communautaires ou d'organisations de la société civile que vous recommandez pour répondre à cette enquête?

Annexe 3 - Liste des OSC et des organisations communautaires

Prénom	Nom de famille	Numéro de mobile	Adresse e-mail	Pays	Organisation
Kinana	Rahal	00961 3624827	Rahal@un.org	Lebanon	UNIFIL
Mostafa	Fouad		mostafa@humena.org	Belgium	HUMENA for Human Rights and Civic Engagement
Rita	WAHAB	3-723-641	rwahab@vivrepositif.me	Lebanon	Vivre Positif
Montaser	Qawadri	962-795-9174	montaser.q@pulsemena.org	Jordan	Pulse
Hadi	Karimi Asl	009-891-27584245	Drhkarimiasl@gmail.com	Iran	Iran welfare organization
Rawan	Azzam	009-627-99616900	rawan.azzam14@yahoo.com	Jordan	Mena rosa
Taif	Alwachi	77-042-43757	taif.alwachi@gmail.com	Iraq	International Labour Organization
Haneen	Abu Murah	079-683-4512	hanin@swa3ed.org	Jordan	FOCCEC
walid	Ibrahim	012-228-1378	ibrahinmw@unaid.org	Egypt	UNAIDS
Jessica	Zalami	768-170-15	zalamijessica@gmail.com	Lebanon	MENANPUD
Bertho	Makso	03004572	Bertho.m@proudlebanon.org	Lebanon	Proud Lebanon
Denise	Abou Nassar	961-396-6288	denise.abounassar@ajemlb.org	Lebanon	AJEM - association justice et miséricorde
Hana	Asfour	749-617-0030	hana@sdr-grp.com	UK	Social Dynamics Research Group
Tatyana	Sleiman	703-804-80	tatyana@skoun.org	Lebanon	SKOUN
Nadia	Badran	961390-615-0	nbadran@sidc-lebanon.org	Lebanon	SIDC

Prénom	Nom de famille	Numéro de mobile	Adresse e-mail	Pays	Organisation
Malak	elhamidy	062-996-6992	Malakelhamidy@talayan.org	Morocco/MENA	Talayan
Hiba	Abou Chacra	038-608-43	hiba.abuchacra@dar-alamal.org	Lebanon	Dar Al Amal
Samir	Mokrani	98225100	samirmokrani68@gmail.com	Tunis	MINISTRY OF HEALTH
Souhaila	Bensaid	002-169-8795	Souhailbensaid4@gmail.com	Tunis	ATP+
Yahya	Eyil	22043703	ouldeyil@yahoo.fr	Mauritanie	ONG GLOBE
Hassan	HALIBA	065-476-9919	malsaha401@gmail.com	Maroc	Comité de coordination du Maroc pour la lutte contre le VIH et la TB
nawel	lahouel	002-135-51195438	elhayetpvs@yahoo.fr	Algeria	association elhayet des pvih Algérie
Szmir	El khattabi	066-252-3453	elk.samir@hotmail.com	Maroc	Sos tuberculose et maladies respiratoires
Amira	derbali	216-291-9324	aderbali@asf.be	Tunis	Avocats Sans Frontières - Tunisie
Insaf	Bouhafs	530-59961	ibouhafs@asf.be	Tunis	ASF Tunisie
Nacera amel	Bouchelil	078-000-4511	bouchelilamel5@gmail.com	Algeria	APCS hak el wijaya
Pauline	barbay	0669-062216	barbayp@unaid.org	Maroc	UNAIDS
Abdel Kader	Sidenas	7786-183-078	dadiraouf95@gmail.com	Algeria	Association de protection contre le sida APCS
Houssine	El Rhilani	066-178-7750	elrhilanih@unaid.org	Maroc	UNIADS
Siham	Abdul Nur	012-035-55402	sehammounir@yahoo.com	Egypt	Friends Association
Bader	AzDouz	077-377-2163	Badrazdoud310@gmail.com	Morocco	
Ahmed	Fadhul	009-733-9991881	ahmedfadhul@hotmail.com	Bahrain	Addict Friends Society
Lawza	Alsayed	001-227-3669390	loza.alex2016@gmail.com	Egypt	MENARosa
Lialai	Mohamad Khalifa	962-7-98118518	Lolo74769@gmail.com	Jordan	Middle East
Mohamed Ali	Jaafar	23398969	medali.ja3far@gmail.com	Tunis	الجمعية التونسية للوقاية الايجابية
Nader	Trouai	90210339	Nadertarroui390@gmail.com	Tunis	

Prénom	Nom de famille	Numéro de mobile	Adresse e-mail	Pays	Organisation
Mohamad	Bentaoui	002-126-3210	m.bentaouite@hotmail.fr	MENA	MENANPUD
Zakaria	Chaouki	212-665-2729	zakariachaouki951@gmail.com	Morocco	الجمعية المغربية للحياة الابدائية + كائينين
Maha	Abdul Al	079-616-4093	maha_abulibdeh@yahoo.com	Jordan	جمعية قدرات لتنمية وتمكين الشباب
Faaeda	Najib	010-011-22570	ronsamd@gmail.com	Egypt	MENAROSA
Sakina	Shataer	+009815-212647	sakinasouka92@gmail.com	Morocco	جمعية محاربة السيدا , جمعية كائينين +, ميناروزا
walid	ibrahim	012-228-1378	ibrahimw@unaid.org	Egypt	UNAIDS
Amina	Ajami	010-642-3779	amina.agami@gmail.com	Egypt	صحتي من بيتي للتنمية
Rawan	Azzam	079-961-6900	rawan.azzam14@yahoo.com	Jordan	Mena Rosa
Shadi	Sabri	101-149-8648	1shadisabri@gmail.com	Egypt	Safe Circles Initiative
Najia	ES SEHYMY	063-041-4554	najiaamal@gmail.com	Morocco	MENANPUD
Noura	Aldaa	061-750-8667	Nouraeddaa@gmail.com	Morocco	صوت ترانس الجنوب
Eman said		002-010-03028487	emy_emy_1974@yahoo.com	Egypt	Mena rosa
Rasena	Mohamad	00967-777384323	rasenn.yas.2023@gmail.com	Yemen	جمعية الخدمات الاجتماعية
Amena	Alshami	776466743	Wasdyemen@yahoo.com	Yemen	جمعية المرأة للتنمية. المستدامة
Ali	Bousselmi		ali.bousselmi@mawjoudin.org	Tunis	Initiative Mawjoudin pour l'égalité
Fawzia	Bou Zaitoun		faoziabouzzitoun@gmail.com	Morocco	Directrice de l'Association Hassnouna
Mounsef	Bendris		bendrismonssef@gmail.com	Morocco	le coordinateur national de la réduction des risques au Maroc
Rakia	Derbel		derbelrakia@gmail.com	Tunis	l'association tunisienne de lutte contre les comportements à risque



MIDDLE EAST & NORTH AFRICA
LEARNING HUB



SCALING UP
HARM REDUCTION IN MENA



RAPPORT D'ÉVALUATION 2024

BESOINS D'APPRENTISSAGE
DES COMMUNAUTÉS ET DE
LA SOCIÉTÉ CIVILE EN VUE
D'UN ENGAGEMENT RENFOR-
CÉ DANS LES PROCESSUS DU
FONDS MONDIAL AU NIVEAU
DE LA RÉGION MENA

THE MENA LEARNING HUB  

[S'abonner à la newsletter du MENA Learning Hub](#)